

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Chômage, crise, guerres... UNE SEULE ISSUE : LA LUTTE DE CLASSE

Au cours de l'année 1994, la bourgeoisie nous a promis une nouvelle reprise économique, dont elle n'a cessé de mettre en avant les soi-disant signes annonciateurs. Pour 1995, elle nous annonce encore une croissance nationale faramineuse de 3%. Elle nous a également fait miroiter le retour à la paix, notamment au Moyen-Orient, après les accords de septembre 93 signés entre Israël et l'OLP et avec la création d'un mini-Etat palestinien.

Mensonges ! En réalité, tout ce battage a été une pure illusion. 1994 a été

une année marquée par l'accentuation de la crise économique mondiale, à travers la montée du chômage et de l'austérité dans tous les pays, mais aussi par l'intensification de la barbarie guerrière.

Ainsi, c'est au nom de la paix que l'intervention "humanitaire" des grandes puissances au Rwanda a attisé une guerre civile d'une rare sauvagerie qui a fait près de 500 000 morts en trois mois, à travers les massacres perpétrés et l'épidémie de choléra qui s'en est suivie. Les massacres et les horreurs qui se poursuivent de-

puis trois ans en Bosnie n'ont fait que s'intensifier, là aussi sous la pression des sordides intérêts des plus puissants requins impérialistes. Le chaos s'est amplifié en Algérie et il ne cesse de s'étendre dans le monde à des territoires de plus en plus nombreux.

Par ailleurs, à travers les grandes cérémonies organisées pour commémorer le mythe de la "Libération", la bourgeoisie nous a, une nouvelle fois, invités à célébrer le culte de la victoire de la démocratie face aux régimes totalitaires, nous poussant ainsi à assurer sa défense. La récente invasion de la Tchétchénie par les chars de la

toute «jeune» Russie démocratique démontre que les pratiques de la démocratie sont les mêmes que celles des régimes staliniens (voir ci-dessous).

L'humanité ne peut nulle part s'attendre à une quelconque amélioration de son sort, surtout le prolétariat.

Les vœux et les promesses que la bourgeoisie va bientôt déverser pour 1995, ne peuvent pas nous tromper.

Il est déjà évident qu'il n'y a aucune illusion à se faire.

En France, dès les élections passées, il n'y aura pas cette fois "d'Etat de grâce". Ce sont de violentes attaques de leurs conditions de vie qui s'abattront sur les ouvriers : le livre blanc sur la Sécurité sociale, la réforme des hôpitaux en préparation, le projet de réforme des retraites, les mesures préconisées pour conditionner les indemnités de chômage à un travail fourni à la "collectivité", la déréglementation et la flexibilité accrue des emplois, sont déjà, pour ne citer que les principaux volets de cette attaque, à l'ordre du jour.

Et la bourgeoisie en France, comme aux Etats-Unis avec le retour des républicains au Parlement, s'est déjà donnée les moyens pour renforcer sa politique anti-ouvrière. Avec la non-

candidature de Delors, c'est à une équipe de droite au gouvernement qu'il va revenir de cogner sur les prolétaires, tandis que toute la gauche dans l'opposition (avec ses syndicats et leurs appendices gauchistes) vont désormais avoir les coudées franches pour développer leurs manœuvres de sabotage des luttes ouvrières.

Face aux attaques et aux manœuvres que la bourgeoisie va déployer de plus belle en 1995, face à la poursuite inévitable des conflits guerriers, le prolétariat n'a pas d'autre réponse que de se préparer dès maintenant à se battre contre l'oppression et la barbarie du capitalisme.

Le seul terrain sur lequel il puisse faire entendre sa voix, c'est celui de la lutte unie contre la misère et l'exploitation grandissantes, et non pas celui des urnes. La seule alternative possible aujourd'hui, ce n'est pas celle du jeu électoral «droite ou gauche au gouvernement», mais l'alternative historique «révolution prolétarienne mondiale ou enfoncement de l'humanité dans la barbarie». Ce n'est qu'en se préparant, dès à présent, à développer partout ces combats de classe que le prolétariat pourra trouver la force d'abattre ce système décadent avant qu'il ne détruise toute l'espèce humaine.

CB

INVASION DE LA TCHECHENIE

Comme l'Etat stalinien, la Russie "démocratique" envoie ses chars

L'intervention des chars russes en Tchétchénie le 11 décembre dernier n'est pas sans rappeler d'autres actions militaires de Moscou. A l'instar de ce qui s'était produit en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968 ou bien encore en 1979 en Afghanistan, elle vient surtout vérifier pour la nième fois, comme s'il en était encore besoin, que tout Etat est impérialiste. Il en va ainsi pour ce qui concerne l'Etat russe. Qu'il revête les habits de l'autocratie, du stalinisme pur et dur ou plus récemment ceux de la démocratie, cet Etat reste foncièrement prêt à tout, c'est-à-dire à faire couler le sang, pour défendre ses intérêts sordides de brigand impérialiste.

Souvenons-nous pourtant des sornettes qu'on nous avait resservies au moment de la disparition de l'URSS. A en croire tous les médias aux ordres, une nouvelle ère de paix mondiale devait être inaugurée. Puisque le camp antidémocratique, le bloc stalinien, venait de disparaître, cela prouvait la supériorité historique du capitalisme sur le soi-disant communisme. Tôt ou tard le modèle démocratique occidental porteur de paix et de prospérité allait s'imposer à l'ensemble des pays du monde, ex-URSS en tête. Ainsi, les plus imbéciles des «théoriciens» de la bourgeoisie comme l'historien américain F. Fukuyama, n'hésitaient pas à parler de fin de l'histoire. Malheureusement pour eux, la réalité s'est chargée de tailler en pièces ce genre de calembredaines. La guerre du Golfe en 1991 a clairement montré que les plus grandes démocraties étaient capables de déclencher un déluge de bombes. La

même année, c'est la guerre dans l'ex-Yugoslavie qui débutait. Ici aussi, on a pu vérifier à quel point les véritables responsables du massacre ce sont toujours les très grandes démocraties : l'Allemagne, la France, les Etats-Unis et maintenant la Russie. Enfin, dans le même registre, en 1994, il y a eu le Rwanda, comme nous l'avons dénoncé dans les colonnes de ce journal, on a vu les Etats garants des Droits de l'Homme comme la France, soutenir les pires exactions.

Une défense acharnée de ses intérêts à l'intérieur...

Mais la Russie qui fait désormais partie du club des grandes nations respectueuses des libertés fondamentales, n'est pas en reste.

L'invasion de la petite république tchétchène par les troupes russes d'élite était prévisible. Cela fait un moment

que Doudaïev, le potentat local, ex-général de l'armée rouge, était dans le collimateur du Kremlin. Etant donné les puissantes forces centrifuges qui agitent la Fédération de Russie dont la Tchétchénie fait partie, il n'est pas étonnant que la bourgeoisie russe ait choisie la manière forte. Il s'agit pour elle d'adresser un avertissement à toutes les républiques formant la Fédération de Russie qui seraient tentées par la sécession. Et justement les candidats au départ existent. Que les Tatars et les Yakoutes se tiennent donc tranquilles sinon, comme les Tchétchènes, ils finiront écrasés sous la botte moscovite. Comme ses prédécesseurs Khrouchtchev ou Brejnev avec lesquels il a d'ailleurs fréquenté les mêmes bancs de l'école stalinienne, le démocrate Eltsine, à un niveau certes plus modeste, sait donc fort bien, quand c'est nécessaire, défendre les intérêts vitaux de l'Etat russe. En effet, cette région est non seulement le point de passage obligé en direction de toutes les richesses du sous-sol caucasien, mais en plus on y trouve du pétrole. Néanmoins, du côté de la Tchétchénie, le chaos qui ne va pas manquer de se développer à l'issue de cette intervention n'en n'est qu'à ses débuts. Déjà la résistance s'orga-

(SUITE PAGE 4)

Sommaire

FRANCE

Delors : un responsable exemplaire de l'Etat bourgeois p. 2
Après la gauche, Pasqua renforce l'ordre policier p. 2
Guy Debord : la mort de l'Internationale Situationniste p. 2

LUTTE DE CLASSE

En France, comme partout en Europe,
les syndicats à l'offensive contre la classe ouvrière p. 3
Alstom : les trotskistes de LO
à la pointe du sabotage des luttes ouvrières p. 3

CONFLITS IMPERIALISTES

Ex-Yugoslavie : la population civile otage des gangs impérialistes p. 4
Quatre ans après la guerre du Golfe : le nouveau désordre mondial p. 5
Moyen-Orient : le mensonge de la paix p. 5

COURRIER DES LECTEURS

Seul le prolétariat peut mettre fin à la misère et à l'exploitation p. 6

LES ENSEIGNEMENTS

DE LA REVOLUTION DE 1905 EN RUSSIE p. 8

Delors : un responsable exemplaire de l'Etat bourgeois

La baudruche de la candidature Delors s'est dégonflée aussi vite qu'elle avait été remplie. Le cinéma d'une gauche sans projet prétendant au miracle présidentiel aura fait long feu.

La fin du mirage Delors signifie incontestablement que la bourgeoisie française ne veut pas rééditer l'accident de 1981. L'ex-président de la communauté européenne a pour une fois «parlé vrai» en laissant entendre que les prochains gouvernements devront être impitoyables au niveau économique et social, en taxant de «menteurs» ses ex-rivaux de droite «qui promettent de baisser le chômage et de réduire les impôts».

Delors est sans nul doute, comme son parcours ministériel l'atteste, un politicien bourgeois responsable. Ce qui l'intéresse c'est la raison d'Etat, la défense des intérêts de la classe dominante et

non pas sa carrière personnelle. Ce n'est pas contrairement au bouillant Chirac un homme d'appareil. Il sait que sa place, en tant que ténor de la gauche, est dans l'opposition face à la nécessité pour le futur exécutif d'attaquer très durement la classe ouvrière.

Delors «chaussant ses charentaises» - comme l'ont dépeint les journalistes, la larme à l'oeil - il ne reste plus personne à gauche ! Aujourd'hui, après 14 ans de mitterrandisme, la gauche est exsangue du fait de sa participation révélatrice au pouvoir contre les ouvriers. Cependant la situation économique est tellement grave et l'exaspération croissante dans les rangs ouvriers, qu'il vaut mieux que l'Etat dispose, sur le terrain social, de forces un tant soit peu oppositionnelles et contestataires - même temporairement affaiblies pour mysti-

fier la classe ouvrière par un discours «radical» dans l'opposition.

La renonciation de Delors n'est pas une initiative personnelle mais correspond à la conscience dans la bourgeoisie de la gravité de la situation : la gauche doit refaire peau neuve dans l'opposition, et la droite cogner. En disant non, Delors sauve les meubles et donne à la droite toutes ses chances de gagner. Le coup a été bien ficelé (depuis le début décembre, Mitterrand, Kohl et Emmanuelli étaient au courant). Après l'élimination de Rocard par le «missile Tapie», tout a donc été planifié pour qu'aucun autre candidat de gauche ne soit présentable ni présidentialisable. Dès le coulage de Rocard, des plénipotentiaires de Mitterrand et des centristes avaient été solliciter Delors, puis il avait suffi de mettre en branle la machinerie des sondages. Ce grand coup de pub organisé savamment autour de Delors (avec toujours les dénégations hautaines de l'intéressé) était organisé de telle façon que le «grand désintéressé» pouvait en fin de compte se rétracter. La manœuvre organisée par les sommets de l'Etat a été fort habile, et d'autant plus impérieuse que la droite française est la plus stupide du monde. Et il faut bien constater que tout le travail a été accompli par le cénacle des chefs du PS et sa figure de proue Delors. Le PS a fait du bon travail pour la droite, quel que soit le challenger gagnant, pour permettre à l'Etat capitaliste d'affronter en ordre le prolétariat.

Tout le reste n'est qu'électoratisme. Damien

GUY DEBORD : La mort de l'Internationale Situationniste

Guy Debord s'est donné la mort le 30 novembre 1994. En France, où il vivait, toute la presse a parlé de ce suicide car Debord, bien qu'il ait toujours limité ses apparitions publiques, était un personnage connu. Sa célébrité, il la devait surtout à son rôle de fondateur et de principal animateur de l'Internationale Situationniste. En tant qu'organisation révolutionnaire, c'est ce dernier aspect de la vie de Guy Debord qui nous intéresse dans la mesure où l'IS, si elle a disparu il y a plus de 20 ans (sa dissolution date de 1972), a eu, en son temps, une certaine influence sur des groupes et éléments qui s'orientaient vers des positions de classe.

L'IS est née non pas en tant que mouvement politique à proprement parler, mais en tant que mouvement culturel regroupant un certain nombre «d'artistes» (peintres, architectes, etc.) qui se proposaient de faire une critique «révolutionnaire» de l'art tel qu'il existe dans la société actuelle. Le type de préoccupations qui animait les fondateurs de l'IS révélait qu'il ne pouvait s'agir d'une organisation exprimant un effort de la classe ouvrière vers sa prise de conscience mais bien une manifestation de la petite bourgeoisie intellectuelle radicalisée. C'est pour cela, d'ailleurs, que les positions proprement politiques de l'IS, si elle voulaient se réclamer du marxisme tout en rejetant le stalinisme et le trotskysme, étaient de la plus grande confusion.

Notre but ici n'est pas d'accabler l'IS ni de tirer sur l'ambulance (ou plutôt sur le cercueil). Mais il est important qu'il reste clair, notamment pour ceux qui ont pu être influencés par les positions de cette organisation, que la réputation de «radicalisme» dont elle était entourée, son intransigeance et son refus de toute compromission étaient très fortement exagérés. C'est avec les plus grandes peines que l'IS s'est dégagée des aberrations politiques de ses origines, et en particulier des conceptions aux conceptions gauchistes ou anarchistes. Ce n'est que progressivement qu'elle va se rapprocher des positions communistes de gauche, en fait celles du conseillisme, en même temps que les pages de sa publication font une place croissante aux questions politi-

ques au détriment des divagations «artistiques». Mais encore en 1967, avec le n° 11 de sa revue qui contient les positions politiques les plus claires, l'IS continue encore à cultiver l'ambiguïté sur un certain nombre de points. Par exemple, elle se revendique, de façon «radicale», de l'autogestion (c'est-à-dire de la vieille recette anarchiste d'origine proudhonienne qui conduit à faire participer les ouvriers à leur propre exploitation). De même, dans un article sur la guerre au Moyen-Orient et au Vietnam («Deux guerres locales»), elle développe une position pour le moins ambiguë sur les prétendues «luttes de libération nationale», parlant de «l'unification arabe» et de la nécessité «de mettre fin à l'agression américaine».

En fait, les ambiguïtés dont ne s'est jamais départie l'IS, notamment sur cette question, permettent en partie d'expliquer le succès qu'elle a connu à un moment où les illusions tiers-mondistes étaient particulièrement fortes au sein de la classe ouvrière et surtout dans le milieu étudiant et intellectuel. Une autre raison du «succès» de l'IS dans ce dernier milieu consiste évidemment dans le fait qu'elle a adressé en priorité sa critique aux aspects idéologiques et culturels du capitalisme. Pour elle, la société actuelle est celle du «spectacle», ce qui est un nouveau terme pour désigner le capitalisme d'Etat, c'est-à-dire un phénomène spécifique de la période de décadence du capitalisme déjà analysé par les révolutionnaires : l'omniprésence de l'Etat capitaliste dans toutes les sphères du corps social, y compris dans la sphère culturelle. De même, si l'IS est très claire pour affirmer que seul le prolétariat constitue une force révolutionnaire dans la société actuelle, elle donne une définition de cette classe qui permet à la petite bourgeoisie intellectuelle révoltée de se considérer comme en faisant partie et donc d'être une force «subversive» : «*Suivant la réalité qui s'esquisse actuellement, on pourra considérer comme prolétaires les gens qui n'ont aucune possibilité de modifier l'espace-temps social que la société leur alloue à consommer...*» (IS n° 8 «Domination de la nature, idéologie et classes»)

Ce qui plaît particulièrement à ces éléments révoltés, ce sont les méthodes qu'emploie l'IS pour sa propagande : le sabotage spectaculaire des manifesta-

(SUITE PAGE 4)

Après la gauche, Pasqua renforce l'ordre policier

L'Etat moderne a toujours besoin du solide coup de gourdin de ses flics, comme en témoigne le vibrant éloge prononcé par Pasqua pour le cinquantième anniversaire des Compagnies Républicaines de Sécurité, pour requinquer les cognes. Le même Pasqua s'est félicité que le secteur «intelligent» de la police moderne (les Renseignements Généraux) - qui suit et alpague les progrès de la technologie pour perfectionner ses «grandes oreilles» - soit capable de ravalier sa façade d'organisme discrédité pour ses pratiques «hors-la-loi».

Qu'y a-t-il de commun entre l'anniversaire des CRS et la réforme des RG, peut se demander le lecteur ?

Ce qui est commun à ces deux corps de coercition par l'Etat, c'est la paternité de la gauche dans leur mise en place.

L'idée de créer des compagnies de répression des émeutes est née des tractations entre gaullistes, stalinien et socialistes à la veille de la Libération. Il ne faut pas oublier que, dans les conditions de misère de l'immédiat après-guerre, existait le risque d'émeutes de la faim et de grèves importantes face auxquelles d'une part les forces de police traditionnelles eussent été inefficaces, et d'autre part l'utilisation de l'armée «démocratique» eût été incongrue et à haut ris-

que. Il fallait donc mettre sur pied une véritable police anti-émeute capable de ne pas mitrailler indistinctement et de sauvegarder au moindre coût la républicaine sécurité (cf. notre «Revue Internationale» n°79). Le chef stalinien Thorez s'était déjà chargé d'aboyer : «*Un seul Etat, une seule armée, une seule police.*» La création des CRS en 1944 permettait d'enrôler sous un uniforme légal une bonne partie des sbires stalinien des FTP et autres «milices patriotiques» qui faisaient déjà régner leur terreur, leur évitant de travailler éventuellement pour leur propre compte. Face à l'ombre de la police «vichyssoise» et au discrédit des militaires «collabos», l'Etat français disposa ainsi d'une «police du peuple» qui n'allait pas tarder à démontrer qu'elle n'était, comme toute police, que contre le peuple. Ce sont en tout cas les ouvriers qui font les frais des premiers coups de matraque de la nouvelle police mise en place par le sous-fifre à l'Intérieur Adrien Texier. Ce n'est pas un hasard si les grévistes de 1947 sont brutalisés par ces anciens résistants qui ont revêtus le sinistre uniforme de l'Etat. Ce n'est pas un hasard si ce sont d'ex-militants du parti stalinien qui tabassent leurs «frères de classe» : comme en 1936, et sans uniforme, les «militants» stalinien cognaient contre les grévistes récalcitrants pour protéger l'ordre en place.

Quant à la nouvelle «réforme» des RG il faut rappeler aussi que c'est le PS qui, encore au gouvernement en 1992, avait suggéré de fusionner dans le même service la collecte du renseignement sur les actes d'origine sociale et le terrorisme. En parfaite continuité les flics de Pasqua retapissent l'intérieur en laissant la façade en l'état :

- «1) le suivi des phénomènes sociaux de la ville (sic),
- 2) le suivi des milieux extrémistes et des violences urbaines,
- 3) le suivi des communautés étrangères,
- 4) la lutte contre le terrorisme.»

Regrouper ainsi sous une même direction à la Préfecture de police, les actes de terrorisme et les actions et interventions de la classe ouvrière et des minorités révolutionnaires, permettra à l'Etat et à ses organes de bourrage de crâne de continuer leur politique d'amalgame. Confondre la violence des manifestants ouvriers et les actes terroristes des Etats, confondre la propagande des révolutionnaires et la contre-information des services secrets d'autres pays, a pour but de permettre à l'Etat d'utiliser légalement les mêmes méthodes policières «illégales» - écoutes, infiltrations, tortures, meurtres, disparitions, appel au lynchage - utilisées «en secret» entre flics de tous les pays.

Malgré son arrogance, si l'Etat totalitaire blinde sa police, c'est parce qu'il sait qu'il va de plus en plus devoir affronter la classe ouvrière par d'autres méthodes que les insipides promesses électorales.

Damien.

LISEZ NOTRE SUPPLÉMENT

«Le capitalisme n'a pas de solution au chômage»

Face à la montée dramatique du chômage au niveau mondial que subit la classe ouvrière, notre organisation vient de publier, en supplément à sa presse, un texte de prise de position diffusé au prix de 3 Francs consacré à cette question. Nous en publions ci-dessous la présentation.

L'ensemble de la classe ouvrière, dans tous les pays, tous les secteurs, toutes les entreprises, vit aujourd'hui avec cette inquiétude obsédante : comment échapper à la menace du chômage ? Quel avenir la société actuelle réserve-t-elle à nos enfants ? Que peut-on faire pour sortir de cette situation ?

A ces questions, la classe capitaliste qui dirige le monde n'a désormais qu'une seule réponse : il faut faire confiance aux gouvernements, eux seuls ont les moyens de résoudre le problème. Mais il faut être patients, accepter des sacrifices, et surtout il faut comprendre que le chômage est la rançon que l'humanité doit payer pour le développement du progrès technologique.

Ceux qui nous exploitent veulent nous faire accepter le chômage comme une fatalité. Ils cherchent à faire croire que si des dizaines de millions d'êtres humains sont plongés dans la misère, c'est parce que le capitalisme est encore un système progressiste ! S'il n'y

a plus assez de travail pour tout le monde, ce serait à cause du développement de la technologie. Mensonge !

En falsifiant la réalité, l'Etat capitaliste, son gouvernement, son patronat, ses partis politiques, ses syndicats et ses curés ne visent qu'un seul objectif : empêcher les ouvriers de prendre conscience que le capitalisme est basé sur l'exploitation de la force de travail des prolétaires, et donc que l'incapacité de la bourgeoisie à fournir du travail aux exploités signe désormais la faillite de ce système. En présentant le chômage comme une fatalité, la bourgeoisie peut, de cette façon, justifier les sacrifices qu'elle impose aux ouvriers : puisqu'il n'y a plus assez de place pour tous dans la production, la seule solution, c'est le partage du travail et du salaire.

Ainsi, avec la fin du plein emploi, c'est toute la classe ouvrière qui subit aujourd'hui le chômage. Face à cette généralisation de la misère, le prolétariat doit se défendre. Il ne pourra le faire efficacement qu'en développant partout ses luttes dans la solidarité et l'unité la plus large possible.

Qu'ils aient encore un travail ou qu'ils soient au chômage, les prolétaires appartiennent à une seule et même classe. Ils doivent unir leur force en un seul et même combat.

Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner.

EN FRANCE COMME PARTOUT EN EUROPE

Les syndicats à l'offensive contre la classe ouvrière

Dans différents pays d'Europe, la situation sociale est marquée par le développement d'une offensive bourgeoise contre la classe ouvrière. Une nouvelle fois, les syndicats sont au premier plan des manoeuvres pour mener les prolétaires à la défaite, les démoraliser et en fin de compte leur faire accepter l'austérité.

Partout, face aux attaques, le «ras le bol» et la colère ouvrière s'amplifient. Le sentiment qu'il faut «réagir» devient de plus en plus profond. Les différentes luttes qui ont éclaté en Europe : grève des entreprises publiques en Belgique et en France, conflits dans les transports aériens (Air Inter, Iberia), grève à Alsthom, manifestations «monstres» en Italie... témoignent de cet état d'esprit.

Des syndicats omniprésents...

La classe ouvrière montre par ses luttes un nouveau développement de sa combativité retrouvée, mais elle se

heurte à une bourgeoisie particulièrement préparée.

Cette dernière sait en effet pertinemment que les réactions ouvrières ne peuvent que devenir de plus en plus violentes et massives.

Elle prend donc les devants et tente d'infliger, à titre préventif, une défaite au prolétariat, en brisant dans l'oeuf le lent processus de reprise de combativité aujourd'hui à l'oeuvre. Elle orchestre donc ses manoeuvres et occupe le terrain avec ses syndicats qui doivent être capables, comme le rappelait récemment le ministre du travail Giraud, «d'éviter l'éclatement du tissu social».

Pour ce faire, les syndicats prennent en charge les luttes de A à Z. Suscitées, ces dernières sont encadrées, manipulées et utilisées contre la classe ouvrière.

Contrairement à ce que laisse entendre la bourgeoisie, que ce soit en Italie ou chez Alsthom, le terrain a été fortement balisé à l'avance. Le mouvement n'a eu de «spontané» que le nom.

En insistant sur cet aspect, la bourgeoisie n'a cherché qu'à faire croire aux ouvriers qu'ils tenaient les rênes de

la lutte et pouvaient «s'appuyer» sur leurs «amis» syndicats, alors que c'était bel et bien de tout le contraire dont il s'agissait : les syndicats s'appuyaient sur leur mécontentement pour mener les ouvriers dans une impasse.

En Italie, la colère a été magistralement canalisée par les appareils syndicaux dans le prolongement de la «grève générale-presse bouton» du 14 octobre.

De même, à Alsthom, la grève a été provoquée et déclenchée par les syndicats : attisant la colère, utilisant la détermination et surtout l'inexpérience des jeunes ouvriers, la CGT, FO et consorts ont eu beau jeu d'aiguiser leur radicalisme tout en maîtrisant de bout en bout la situation, évitant tout «dérapiage» et initiative ouvrière (sur l'Italie et Alsthom, voir RI 239).

Quelles que soient les méthodes utilisées, toujours et partout, lorsqu'ils les suivent, les ouvriers se font enfermer par les syndicats sur un terrain pourri, le terrain de l'ennemi. On a eu droit ces derniers temps à tout le panel, ou presque, de ce qu'ils peuvent donner comme

faux moyens et fausses perspectives de lutte.

...pour mener les ouvriers à la défaite

Le corporatisme le plus crasse a été mis en avant : défense de SON secteur, de SON usine, chacun dans SON coin. Le point d'orgue de ce corporatisme érigé comme modèle très médiatisé a été donné en France par la lutte à Alsthom.

Lutte en effet exemplaire... de l'exemple à ne pas suivre : isolement usine par usine, comme l'affirmait bien fort, entre autres, un délégué CGT de l'usine de Rouen : «La lutte à Rouen c'est notre lutte, ça n'a rien à voir avec Belfort».

Résultat : défaite complète des ouvriers de Belfort et d'ailleurs, 78 francs nets d'augmentation pour 18 jours sans salaire... c'est-à-dire plus de 3 ans de travail pour que l'augmentation rembourse le manque à gagner des jours de grève ! Merci les syndicats !

Idem pour les salariés d'Iberia qui voient un accord syndical mettre fin à la

lutte, avec à la clef une baisse moyenne de 8% des salaires et le maintien de 3200 suppressions d'emploi... Cette «victoire» syndicale nous rappelle celle de l'an dernier à Air France où, grâce aux syndicats, les salariés avaient réussi à repousser de 6 mois le MEME plan social... MAIS avec un nouveau PDG !

La défense du secteur public, ce vieux cheval de bataille syndical, vient à nouveau d'être enfourché en France mais aussi en Belgique.

Le but : la division entre ouvriers du public et du privé et faire préférer un patron (l'Etat) à un autre sous prétexte qu'il serait une garantie pour l'emploi ; faisant fi, bien entendu, des centaines de milliers d'emplois supprimés dans le secteur public depuis vingt ans dans tous les pays industrialisés.

Ensuite, les syndicats n'ont de cesse de rabattre les ouvriers vers le terrain électoral, de renforcer les illusions sur la démocratie bourgeoise, voler au secours de la gauche et redorer son blason.

Et c'est avec succès que, malheureusement, les syndicats italiens ont réussi à rallier des centaines de milliers de travailleurs derrière les banderoles des partis de gauche.

Ils développent encore les pires poisons que sont le nationalisme et le régionalisme comme à travers la journée «Belfort-ville morte» où on a fait défiler ouvriers d'Alsthom, commerçants, bougnats de tous poils et élus, tous ensembles, pour la «défense du bassin local d'emploi».

Et tout cela le jour anniversaire de la «libération» de la ville en 1944, ce que la CGT a tenu à rappeler fortement, y voyant un symbole. Celui, effectivement, de sa crapulerie et un renvoi aux pires heures de la barbarie guerrière capitaliste, quand la CGT du «Produisons français» pouvait ouvertement et dans le sang donner libre cours à sa rage cocardière et chauvine.

Pour parachever le tout, les syndicats n'ont pas hésité à instiller la méfiance entre les ouvriers. Les médias n'ont pas été sans se repaître des affrontements entre les «irréductibles» d'Alsthom «soutenus» par la CGT et FO et les non grévistes, faisant reposer le poids de la défaite sur ces derniers et non pas sur ses véritables sources : l'isolement et l'enfermement de la lutte.

Voilà ce qui arrive lorsque les ouvriers laissent les mains libres à ces charognes que sont les syndicats : épuisement vain, division, démoralisation. Bref, la défaite qui laisse le champ libre aux attaques.

Le plus significatif à ce niveau, outre les exemples déjà donnés, est sans doute l'Italie : qu'ont donc gagné les ouvriers à défiler derrière les syndicats ?

Réponse : un accord repoussant... la mise en application des mesures draconiennes sur les retraites SANS qu'elles n'aient été changées d'un iota.

Face à toutes ces manoeuvres et au pourrissement du terrain par les syndicats, les ouvriers ne doivent pas céder à la démoralisation.

Ils doivent au contraire reprendre confiance en leur propre force afin de prendre en main leurs luttes et les étendre, en étant convaincus que pour cela ils devront combattre les syndicats pour ce qu'ils sont : des saboteurs des luttes et donc des ennemis mortels du prolétariat.

W H

PE

ALSTHOM

Les trotskistes de LO à la pointe du sabotage des luttes ouvrières

«La grève qui a fait peur au patron... et aux syndicats.» C'est le titre qui barre la une de l'hebdomadaire trotskiste «Lutte Ouvrière» du 2 décembre 1994 à propos de la grève de GEC Alsthom. Allons donc ! Dans la foulée des médias qui, tout au long du mois de novembre, ont braqué leurs projecteurs sur cette grève, en y présentant les syndicats comme «débordés par une colère spontanée», LO nous ressert le mythe d'une lutte «partie à l'initiative de jeunes ouvriers non syndiqués» et que les syndicats auraient eu toutes les peines du monde à remettre au travail.

Le pseudo radicalisme «anti-syndical» de LO

Pour mieux faire passer l'énorme mensonge, l'éditorial d'Arlette Laguiller se lance dans une diatribe radicale contre les méchants «responsables syndicaux» accusés d'avoir «trahi le mouvement» et «bradé la fin de la grève», et de s'insurger surtout contre la manière «pas démocratique» de faire des syndicats lors du vote de la reprise du travail.

En vérité, cette surenchère dans la «contestation» des syndicats à la manière trotskiste sert surtout, de la part de LO, à masquer le vrai fond de la manoeuvre syndicale dans cette grève d'Alsthom et en particulier le rôle que le groupe d'Arlette Laguiller a joué lui-même dans le sabotage de la colère ouvrière. Non, ce n'est pas seulement à la fin du mouvement que le piège syndical s'est refermé sur les ouvriers, mais c'est dès le départ et tout au long de celui-ci que les syndicats ont manipulé la colère ouvrière pour l'embarquer sur un terrain pourri d'avance et en faire ce que eux voulaient.

Le soi-disant démarrage spontané du mouvement à l'usine de Bourgne, loin de surprendre les syndicats, était le résultat d'une provocation, sciemment orchestrée par eux. En diffusant courant octobre un tract «révélateur» que les profits d'Alsthom avaient progressé de 26% tandis que les hausses de salaire n'excéderaient pas 1,1%, la CGT savait ce

qu'elle faisait : entraîner les ouvriers derrière la revendication du «partage des bénéfices» et l'idée -à laquelle les médias ont fait largement écho- que ce serait la bonne santé de l'entreprise qui devrait nous déterminer à nous battre. Ce discours-là est le revers de la même médaille qui appelle les prolétaires à accepter les sacrifices, quand au contraire les affaires de la boîte vont mal. Il consiste à enchaîner les ouvriers au sort de «leur» entreprise et à enfermer leur lutte dans le pire corporatisme.

Et si les ouvriers acceptent de se battre sur un tel terrain, ils ne feront jamais peur ni au patronat, ni aux syndicats. Au contraire, ce sont les syndicats, appuyés en leur sein par l'activisme zélé des militants de LO, qui ont poussé les prolétaires vers la surenchère revendicative, en l'alimentant démagogiquement grâce à la diffusion de nouveaux scandales : la feuille de paye du PDG Suard, le financement des caisses du PR par Alsthom, etc., tandis que LO titrait : «Ils ont de quoi payer des pots de vin et ne pourraient pas augmenter les salaires».

Toute cette manoeuvre n'avait qu'un but : redorer le blason des syndicats, les présenter comme des modèles de combativité, et ce sur le dos des ouvriers, en les entraînant dans un combat qui ne pouvait aboutir qu'à une défaite cuisante. LO qui, en guise d'illustration de son propos pseudo-contestataire contre les «chefs syndicaux», publie la photo des jeunes ouvriers de l'usine de Bourgne arborant fièrement les badges et autocollants CGT dont ils sont couverts du front aux chaussettes, en l'assortissant de la légende «ce sont les jeunes qui sont à l'initiative de la grève», ne peut pas faire une meilleure publicité aux syndicats. Et elle montre bien là que la manoeuvre a réussi et que, loin d'être débordés, les syndicats ont manipulé la colère de ces ouvriers -non syndiqués mais surtout peu expérimentés-, en les encourageant à se battre sur un terrain choisi par eux et qu'ils sont ainsi parvenus à les enrôler derrière eux.

Au nom du «partage du gâteau des bénéfices», les syndicats ont tout au long du mouvement poussé les ouvriers dans une surenchère revendicative des plus irréaliste. Leur position, apparemment combative et radicale, réclamant «1500 F ou rien» et refusant tout autre accord, était le pire des pièges. Elle ne pouvait qu'enfermer la lutte dans le corporatisme le plus total, et l'isoler des autres secteurs de la classe ouvrière (puisque'elle était justifiée par les seuls bénéfices d'Alsthom). Elle donnait aux ouvriers l'illusion d'être forts, alors que seule une lutte qui s'élargit, qui englobe rapidement des travailleurs d'autres entreprises et chômeurs sur des revendications unificatrices peut réellement créer un rapport de force face à la bourgeoisie. Finalement elle a servi à infliger aux prolétaires de chez Alsthom une défaite, au prix d'un mois de grève et dans la division la plus totale.

La surenchère jusqu'au-boutiste de LO a servi à enfoncer le clou de la défaite

Et LO qui fustige la soi-disant «trahison» des syndicats à la fin de la grève, veut cacher que c'est justement tout le discours pseudo-radical, jusqu'au-boutiste et pour la poursuite de la grève à n'importe quel prix, qui a été le principal moyen pour les syndicats de saboter la colère ouvrière et de la conduire à la défaite. Ce qui s'est passé à la fin de la grève n'a été que l'habituel partage du travail entre syndicats et entre «sommets» et «base» de ceux-ci. Lorsqu'au bout d'un mois on a bien enfoncé le mouvement dans l'impasse et que les premiers signes d'épuisement se font jour, on se partage alors le travail : les uns, dans le rôle des «traîtres», commencent à parler reprise, tandis que les autres, dans celui des «purs et durs», continuent de tenir le discours jusqu'au-boutiste et «intransigeant» qui avait été celui des syndicats tout au long du mouvement : refus de toute négociation, poursuite de la grève à

n'importe quel prix. Et ce rôle-là, LO l'a joué à merveille. Ce sont ses militants qui hurlaient le plus fort pour pousser les plus combattifs -en fait ceux qui étaient le plus déboussolés par les promesses de gagner que leur avait faites les syndicats - à continuer une grève épuisante, y compris au prix de l'affrontement avec les ouvriers partisans de reprendre le travail. Ils ont rendu la défaite encore plus cuisante en dressant les prolétaires les uns contre les autres, sans que les véritables leçons de la manoeuvre ne puissent être tirées.

Il ne faut pas être dupe. Le discours «contestataire» de LO contre les syndicats est un pur mensonge. Ces gens-là sont partie prenante de l'appareil d'encadrement et de sabotage de la colère ouvrière que sont les syndicats. Ils sont toujours les premiers à tout faire pour remettre les prolétaires dans le giron syndical, à faire passer l'idée mensongère et démagogique que, si les «chefs» sont peut-être pourris, la «base» est bonne, et que l'organisation syndicale elle-même est le seul moyen de se battre et de défendre les intérêts de la classe ouvrière. A Alsthom comme hier à la grève de la SNCF en 1986, celle du secteur hospitalier en 1988 ou de la SNECMA en 1989, ils ont encore une fois montré qu'ils sont les champions de la logique syndicale d'enfermement de la combativité ouvrière dans l'hypercorporatisme.

Oui, il faut se battre. Et se battre, non pas au nom de la prétendue «bonne santé» de «son» entreprise, mais parce que le capitalisme est en faillite, parce que sa crise mortelle se traduit pour la classe ouvrière par des attaques de plus en plus violentes, par une paupérisation croissante et un chômage qui continue à augmenter chaque jour. Mais pour se défendre, la classe ouvrière doit se détourner de toutes ses forces des syndicats et de leurs rabatteurs radicaux comme «Lutte Ouvrière», et au contraire ne compter que sur ses propres forces et sur son unité la plus large possible.

La mort de l'IS

(SUITE DE LA PAGE 2)

tions culturelles et artistiques ou le détournement de bandes dessinées et de photos-romans (par exemple, on fait dire à une pin-up nue le slogan célèbre du mouvement ouvrier : «L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes»). De même, les slogans situationnistes ont un franc succès dans cette couche sociale : «Vivre sans temps mort et jouir sans entrave», «Demandons l'impossible», «Il faut prendre ses rêves pour la réalité». Enfin, une brochure écrite par un situationniste, en 1967 : «De la misère en milieu étudiant», où les étudiants sont présentés comme les êtres les plus méprisés au monde avec les curés et les militaires, contribue à la notoriété de l'IS dans une couche sociale dont le masochisme est à la mesure de l'absence de tout avenir historique.

Les événements de mai 68 en France, c'est-à-dire le pays où l'IS a le plus d'écho, constituent une sorte d'apogée du mouvement situationniste : les slogans «situs» sont sur tous les murs ; dans les médias, «situationniste» est synonyme de «révolutionnaire radical» ; le premier Comité d'Occupation de la Sorbonne est composé en bonne partie de membres ou de sympathisants de l'IS. A cela, il n'est rien de surprenant. En effet, ces événements marquent à la fois les derniers feux des révoltes étudiantes qui avaient débuté en 1964, en Californie, et inaugurent, de façon magistrale, la reprise historique du prolétariat après 4 décennies de contre-révolution. La simultanéité des deux phénomènes et le fait que la répression de l'Etat contre la révolte étudiante a constitué le déclin d'un mouvement de grève massif dont les conditions avaient mûri avec les premières atteintes de la crise économique, a permis aux situationnistes d'exprimer au plus au point cette révolte tout en ayant un certain impact sur des secteurs parmi les radicalisés de la classe ouvrière.

Cependant, la reprise des combats de classe, qui a provoqué l'apparition et la floraison de toute une série de groupes révolutionnaires, dont notre propre organisation, a constitué l'arrêt de mort de l'IS. Incapable de comprendre la signification véritable de cette reprise : la réponse apportée par le prolétariat à une crise ouverte et sans issue de l'économie capitaliste¹, l'IS va entrer dans une période de crise qui va aboutir à sa dissolution en 1972. C'est «par défaut» que l'IS avait pu avoir un impact, avant et au cours des événements de 68, sur les éléments s'approchant vers les positions de classe, du fait de la disparition ou de la sclérose des courants communistes du passé au cours de la période de contre-révolution. Dès lors que s'étaient constituées, sur la lancée de 1968, des organisations se rattachant à l'expérience de ces courants, et alors que la révolte étudiante était morte, il n'existait plus de place pour l'IS. Son auto-dissolution était la conclusion logique de cette faillite, de la trajectoire d'un mouvement qui, en refusant de se rattacher fermement aux fractions communistes du passé, ne pouvait avoir un avenir. Le suicide de Guy Debord appartient probablement à cette même logique.

Fabienne

¹ Dans une polémique contre notre publication, le n° 12 de l'IS se gaussait de notre analyse en réaffirmant que la grève de 68 a éclaté «dans une économie capitaliste fonctionnant bien».

EX-YOUGOSLAVIE

La population civile, otage des gangs impérialistes

Le bombardement de l'ultime prétendue «zone de sécurité» de l'ONU assiégée par les troupes serbes a transformé la ville de Bihac en un champ de ruines et en charnier. La bourgeoisie internationale a feint de s'émouvoir. Elle s'est répandue en lamentations sur le malheureux sort des populations locales. Comme chaque fois, comme à propos de Vukovar, Sarajevo, Srebrenica, Gorazde, Tuzla, etc. Quelle hypocrisie ! La seule chose que déplorent en réalité les grandes puissances dans cette situation, c'est s'enfoncer dans le borborygme qu'elles ont créé, c'est de ne pas parvenir à imposer, chacune de leur côté, leurs propres visées impérialistes par rapport à leurs rivaux dans la région.

Encore aujourd'hui, elles voudraient nous faire croire à la mise en route d'un processus de paix, à la veille de l'hiver. Mais les soi-disant rapprochements de

vue entre les Etats-Unis et les bourgeoisies européennes sur la question d'un possible retrait des «casques bleus», la prétendue «unité retrouvée» des membres du «groupe de contact», la proposition d'un «plan de paix» par Karadzic, ne sont que de l'esbroufe.

On voit plus que jamais l'Europe et les Etats-Unis chacun dans son camp. Et avec le revers que la politique américaine de soutien à Izetbegovic vient de subir, le «groupe de contact» censé réaliser un plan de paix en Bosnie tend à éclater chaque jour un peu plus.

Le revers de l'offensive américaine

Ainsi, on voit en premier lieu une alliance franco-britannique toujours aussi solide, dont les raisons majeures restent l'opposition aux Etats-Unis et à leur menace de levée de l'embargo sur les armes (soumise au chantage du départ des «casques bleus»), alliance qui soutient ouvertement la Serbie. Car c'est bien ce soutien qu'a montré la

proposition franco-britannique de constituer une fédération serbe (équivalente et concurrente directe de la fédération croato-musulmane fondée sous la houlette américaine), et le voyage de Juppé et Douglas Hurd (chef du Foreign Office britannique) à Belgrade - allés «rendre compte» (selon l'expression du porte-parole du département d'Etat américain en personne) à Milosevic de leur mission ; et dans le rôle de voyageur de commerce de l'anti-américanisme, la France est en première ligne, ainsi qu'on a pu le voir avec le communiqué commun de l'Elysée et de Matignon du 28 novembre, qui dénonce implicitement les Etats-Unis comme responsables de la situation à Bihac et en Bosnie pour avoir soutenu l'offensive musulmane bosniaque.

D'un autre côté, la Russie, qui restait globalement, malgré certaines réticences et magouilles locales, dans la ligne des intérêts de Washington, montre des velléités d'indépendance et d'opposition à cette puissance de tutelle de plus en plus fortes et ouvertes. Cette virulence atteint en effet des sommets en-

core inconnus depuis l'effondrement du bloc de l'Est en 1989 (voir article p.1). Sur le terrain, elle se traduit par une défense acharnée des Serbes, et des pressions manifestes de cette volonté de jouer à présent sa propre carte, qui passe elle aussi par l'opposition aux Etats-Unis ; en soutenant les serbes par l'utilisation de plus en plus systématique de son veto pour bloquer les résolutions contre les Serbes de Bosnie et de Croatie, comme celle sur le commerce des Serbes de Croatie.

Et si la bourgeoisie allemande est contrainte de faire profil bas, s'étant fait déposséder du rôle de tutrice de la Croatie par les Etats-Unis, la modération actuelle de ses ardeurs s'explique aussi par les compensations qui lui sont proposées par ces derniers. Ainsi, le projet de l'OTAN d'associer la Luftwaffe à des opérations militaires en Bosnie constituerait le premier déploiement militaire de l'aviation allemande hors de ses frontières depuis 50 ans.

Le retrait des «casques bleus» : un bluff qui cache une aggravation de la guerre

Les Etats-Unis se trouvent donc à l'heure actuelle plus isolés qu'ils ne pouvaient l'être au sein de l'ONU, et semblent du coup avoir momentanément réduits leurs prétentions à jouer les gendarmes dans la région. La «reconnaissance» par Clinton de la «supériorité» serbe sur le terrain bosniaque manifeste ainsi leur volonté de calmer un jeu qui leur échappe, et parallèlement de chercher à faire en sorte que le conflit ne déborde pas les frontières de la Bosnie vers la Croatie.

Cependant, alors que les bourgeoisies européennes et américaines se renvoient la balle en se rejetant mutuellement la responsabilité de la situation présente en Bosnie, les Etats-Unis sont parvenus à retourner à leur profit le chantage de la France et de la Grande-Bretagne sur le retrait des «casques bleus». Ils ont même poussé l'humiliation jusqu'à se proposer de soutenir logistiquement ce retrait, qu'ils sont les seuls à pouvoir en effet réellement assister. Et pas n'importe comment ! A l'aide d'une force militaire armée de façon multiple, dont une caractéristique sera d'être «fortement blindée» et organisée de manière à ce qu'elle soit «très importante, inattaquable».

Il s'agit ni plus ni moins que de la réponse musclée au chantage franco-britannique, dont le gouvernement américain montre qu'il n'est pas dupe, et d'une menace destinée aussi à faire peur aux bourgeoisies concernées. Le message, passé justement lors du sommet des ministres des Armées de l'OTAN, a d'ailleurs eu pour effet de précipiter un voyage de Léotard chez Clinton lui-même !

Aussi, avec cette perspective d'une accumulation de moyens guerriers, d'une présence accrue de la soldatesque de pays qui soutiennent les uns et les autres les différentes fractions des tueurs locaux, il n'y a aucune illusion à se faire. L'hiver sera pire que ceux des trois dernières années, et ce ne sont pas les bougies de Noël qui s'allumeront devant les yeux de la population, mais les horreurs semées par l'explosion des bombes et de l'artillerie lourde.

INVASION DE LA TCHETCHENIE

La Russie démocratique envoie ses chars

(SUITE DE LA PAGE 1)

nise y compris en Ingouchie la république voisine. L'opération armée de Moscou ne ramènera pas l'ordre. A l'inverse, elle ne peut que contribuer à développer une cruelle anarchie, bref, un petit Afghanistan.

En outre, ce qui motive également cette agression c'est le fait que cette zone géographique est située dans le Caucase. Or Moscou n'a pas renoncé à reprendre pied dans la région caucasienne (voir à ce propos RI n°229 «Caucase : un nouveau champ de bataille impérialiste»). En effet, après l'implosion de l'URSS à la fin de l'année 1991, la bourgeoisie géorgienne, par exemple, s'est sentie pousser les ailes de l'indépendance. Mais c'était sans compter que Moscou ne resterait pas sans réagir. Pour faire plier les autorités géorgiennes de Tbilissi, le Kremlin a largement encouragé le mouvement sécessionniste abkhaze (région du nord-ouest de la Géorgie). Quelque temps plus tard la Géorgie posait sa candidature à la CEI et retournait de fait dans le giron russe. Aujourd'hui, Moscou a le culot de condamner le mouvement d'indépendance abkhaze. Quelle volte-face ! Dans la même veine Eltsine et les siens ont épaulé les Arméniens dans leur guerre contre l'Azerbaïdjan. Et pour cause, la bourgeoisie azérie de Bakou, appuyée par la Turquie, qui n'a jamais renoncé à ses prétentions dans la région, se montrait elle aussi par trop antirusse.

...et à l'extérieur

On voit donc bien qu'en aucune façon l'écroulement du mur de Berlin en novembre 1989 n'a signifié pour la Russie un renoncement à la défense de ses intérêts impérialistes. Le badigeon démocratique n'y change absolument rien.

Toutefois, il faut réaffirmer que tout retour à une situation semblable à celle qui prévalait avant 1989 est impossible. L'histoire ne se répète pas, on ne réécrira pas de nouveau une page de guerre froide. L'URSS n'est plus. Ce qui fut naguère le bloc soviétique a disparu. Non seulement la Russie ne bénéficie plus actuellement des opportunités historiques qui avaient présidées à la formation de son bloc (cf. l'occupation militaire à la fin de la Seconde Guerre mondiale de la moitié orientale de l'Europe) mais elle ne dispose également plus ni du même «prestige» idéologique ni des mêmes moyens.

Mais quand bien même la Russie ne peut pas prétendre redevenir le leader d'un bloc impérialiste, il n'empêche que, comme tous les autres grands Etats, elle a des intérêts impérialistes à préserver, notamment dans les régions qui constituaient autrefois son empire. Elle les défendra toujours farouchement au prix du fer et du sang.

Ainsi depuis le début du conflit en Yougoslavie la Russie n'a eu de cesse que soutenir son traditionnel allié serbe. Mais dernièrement c'est de façon manifeste que le représentant de la Russie au conseil de sécurité de l'ONU, Sergueï Lavrov, vient de mettre son veto à un projet de résolution renforçant les sanctions à l'encontre des Serbes bosniaques. L'Etat russe semble aujourd'hui moins enclin à suivre docilement les Etats-Unis. Nous ne sommes plus comme en 1989-1992 quand, complètement groggy pour cause d'effondrement, la Russie se contentait de limiter les dégâts et suivait les orientations de la politique américaine. A présent, l'ours russe reprend un peu de poil de la bête, il est nettement plus offensif. A cela il est plusieurs raisons. Tout d'abord, on assiste en ce moment à un

recul des positions américaines dans les Balkans (voir article ci-contre) et l'impérialisme russe en profite. D'autre part, l'importante dégradation de la situation économique aux Etats-Unis, amoindrit sérieusement les capacités de soutien financier de ce pays envers la Russie. Pour que la bourgeoisie russe continue à être un allié docile de la Maison Blanche, il faut payer, faute de quoi elle ira vendre ses services au plus offrant. Et l'Etat allemand va tenter, à coup sûr, d'exploiter cette situation.

Dans le même ordre d'idée, lors du sommet de la CSCE de Budapest qui s'est tenu le 5 décembre dernier, on a pu voir Eltsine répondre sans détours à Clinton. Pour ce qui est de l'intégration des pays d'Europe de l'est (les ex-membres de feu le pacte de Varsovie) au sein de l'OTAN, c'est niet ! Selon les propres termes de Eltsine cela introduirait une «paix froide en Europe», «pourquoi semer les graines de la méfiance alors que nous ne sommes plus des ennemis ?». Cette attitude de la Russie est à mettre en relation avec un vent d'antiaméricanisme qui souffle actuellement dans ce pays. Ainsi récemment, les médias russes, qui comme partout sont aux ordres de l'Etat, accusaient des entreprises et des citoyens russes d'agir pour le compte de la CIA. La mise à jour de ce «scandale» en dit long sur le refroidissement des relations Washington-Moscou.

Qu'on se le tienne pour dit, la bourgeoisie russe va, avec beaucoup plus d'apreté, défendre bec et ongles ses positions stratégiques sur la planète. De fait, elle apportera elle aussi sa sanglante contribution à la dynamique du «chacun pour soi» et à l'aggravation du chaos mondial.

ARKADY (14 décembre)

KW (16 décembre)

QUATRE ANS APRÈS LA GUERRE DU GOLFE

Le nouveau désordre mondial

Il y a cinq ans, la chute du mur de Berlin marquait le début de l'effondrement du bloc de l'Est. Aujourd'hui, la crise la plus grave depuis le début du siècle entre les Etats-Unis et son plus fidèle allié, la Grande-Bretagne représente la dernière phase de ce processus de désagrégation des blocs formés autour des grandes puissances sorties victorieuses de la seconde boucherie impérialiste mondiale. Cette situation ne peut déboucher que sur une nouvelle accélération des rivalités meurtrières entre les principaux truands impérialistes qui cherchent à se partager le monde et sur une nouvelle aggravation du chaos.

Nous affirmions déjà dans notre «Revue Internationale» n°60, datée du 1er trimestre 1990 : *«L'implosion du bloc de l'Est, sa disparition en tant qu'enjeu dominant des conflits inter-impérialistes, impliquent la remise en cause radicale des accords de Yalta, et la généralisation d'une instabilité des constellations impérialistes constituées sur la base de ces accords, y compris du bloc de l'Ouest dominé depuis 40 ans par les Etats-Unis. A son tour, ce dernier ne peut que connaître, à terme, une remise en cause de ses propres fondements. (...) S'il n'est pas possible de prévoir le rythme et les formes que prendra l'évolution de la situation, la perspective est à des tensions entre les grandes puissances au sein du bloc occidental actuel.»* Actuellement, les tentatives américaines de préserver leur domination sur leur ancien bloc de tutelle et de réaffirmer leur rôle de gendarme du monde se heurtent à une puissante dynamique poussant chaque grande puissance vers la défense exclusive de ses propres intérêts. Et il en est de même des tentatives de reconstitution d'un nouveau pôle impérialiste rival direct des Etats-Unis autour de

l'Allemagne, en particulier avec l'alliance franco-germanique en Europe.

L'échec de la contre-offensive américaine

Depuis plus d'un an, la Maison-Blanche a développé une grande offensive pour réaffirmer son leadership face aux autres grands recoins impérialistes.

Au Moyen-Orient, malgré les difficultés croissantes qu'elle rencontre et les multiples tentatives de déstabilisation auxquelles oeuvrent en sous-main les autres puissances, elle est globalement parvenue à renforcer son contrôle sur la région. La «poignée de mains historique» entre les dirigeants israéliens et Arafat, puis l'accord entre Israël et la Jordanie, ont constitué des succès pour la diplomatie américaine.

En Afrique, elle n'a cessé et ne cesse d'accroître sa pression sur la France, composante la plus faible du couple franco-allemand, en l'attaquant et en cherchant à l'isoler au coeur même de ses principaux bastions sur ce continent, depuis l'Algérie jusqu'à la Corne de l'Afrique, en passant par l'Afrique

occidentale. Ainsi, l'été dernier, c'est face aux intérêts de la France que, dans l'atrocité génocidaire perpétrée au Rwanda, c'est elle qui a armé, soutenu, puis installé au pouvoir les rebelles, avec la coopération encore étroite de la Grande-Bretagne.

Dans l'ex-Yougoslavie, après deux ans de piétinements où la France et la Grande-Bretagne lui ont constamment mis des bâtons dans les roues, elle a effectué un retour en force depuis février 1994 en contraignant les autres grandes puissances impliquées dans le conflit, et investies dans la FORPRONU, à se rallier servilement aux directives de l'OTAN et à se soumettre aux orientations de la politique américaine (notamment sur les frappes aériennes en Bosnie). Simultanément, elle a imposé une fédération croato-musulmane qui coupait l'herbe sous les pieds de l'Allemagne en se substituant à cette dernière comme principal soutien de la Croatie. Cela lui permettait de neutraliser à nouveau les grandes ambitions germaniques dans la région.

Cependant, si la victoire militaire de la Serbie en territoire bosniaque représente un camouflet retentissant pour la quasi-totalité de «la communauté internationale», elle fait ressortir que le soutien politique et surtout logistique à la Bosnie, ouvertement intensifié ces derniers mois, était une mauvaise carte jouée par les Etats-Unis.

Mais plus gravement pour elle, cette offensive américaine se solde par un échec sur son objectif essentiel : resserrer les alliances autour d'elle.

Ainsi, l'échec central des Etats-Unis est marqué par la perte de son principal lieutenant : la Grande-Bretagne. Malgré des pressions de plus en plus fortes, notamment en imposant la signature d'un cessez-le-feu avec l'IRA en Irlande du Nord, les Etats-Unis ne sont pas parvenus à endiguer le fossé qui s'est creusé avec leur vieil allié sur le sol européen. Un diplomate britannique constatait : *«Nous traversons vis-à-vis des Etats-Unis la crise la plus grave depuis l'expédition de Suez en 1956.»* C'est un doux euphémisme. En fait, l'aventure de l'intervention anglo-israélo-française face à la nationalisation du canal de Suez par l'Egypte avait tourné court. La menace américaine de représailles monétaires et économiques avait alors suffi à ramener la Grande-Bretagne à la raison. Aujourd'hui, la faille est beaucoup plus profonde, en l'absence de nécessité objective de toute discipline de bloc.

Ce divorce prend aujourd'hui la forme d'un rapprochement conjoncturel avec la France :

- par l'adoption d'une position commune en Bosnie face aux Etats-Unis ;
- par des accords de coopération militaire entre les deux pays, notamment l'adoption d'une unité commune dans le domaine de l'armée de l'air ;
- par la conclusion d'une alliance mettant en avant une force interafricaine *«de maintien de la paix et de prévention des crises en Afrique»*, visant à protéger mutuellement leur pré carré sur ce continent.

Ces mesures démarquent de façon évidente la Grande-Bretagne des Etats-Unis, sans pour autant signifier un rapprochement quelconque de la Grande-Bretagne de l'Europe (l'Allemagne restant un adversaire irréductible pour elle).

Mais un autre allié potentiel s'éloigne également des Etats-Unis : après un «partenariat étroit» affiché depuis cinq ans, les rapports américano-russes se sont dégradés, connaissant un net «coup de froid» à travers les nouvelles prétentions impérialistes de la Russie. Pour la première fois depuis des années, la Russie a opposé son veto à un projet de résolution à l'encontre des Serbes bosniaques pour montrer qu'elle n'était plus disposée à suivre les directives du Conseil de Sécurité de l'ONU et pour marquer sa volonté nouvelle de défendre ouvertement son allié traditionnel serbe.

Au même moment, la Russie s'oppose farouchement au projet américain d'élargir l'OTAN aux autres pays d'Europe de l'Est, à bon droit interprété comme un signe de défiance et comme une volonté de soustraire définitivement ces Etats de l'orbite et de l'influence de l'impérialisme russe, dont l'agressivité se manifeste ouvertement en Tchétchénie.

Le «chacun pour soi» et le chaos mondial

Le «chacun pour soi», un temps éclipsé par l'offensive des USA, tend à nouveau à reprendre le dessus, et l'Europe se confirme comme son principal foyer.

Parallèlement aux difficultés des Etats-Unis pour tenir le rôle de gendarme du monde, le couple franco-allemand, qui s'est affirmé au cours de ces cinq dernières années comme la tête de pont la plus sérieuse d'une coalition impérialiste rivale des USA,

se trouve également soumise à des tensions nouvelles. Même si leur accord fondamental n'est pas jusqu'ici remis en cause, les divergences d'intérêts s'accumulent, comme l'a mis en évidence leur dernier sommet commun.

A leur ancien contentieux manifeste sur le règlement du conflit yougoslave, s'ajoute aujourd'hui une série de désaccords :

- la France refuse de souscrire au modèle européen prôné par le parti démocrate-chrétien de Kohl. La construction d'un «noyau dur» associant le Benelux et la France à l'Allemagne, pour renforcer les pouvoirs de la Commission de Bruxelles, ne peut que susciter les plus vives appréhensions du coq gaulois qui craint de se retrouver isolé (alors qu'il aspire lui-même à prendre un ascendant sur ses «partenaires» méditerranéens notamment), ligoté et finalement otage de l'alliance avec son puissant voisin ;

- l'obstruction de «l'anti-maastrichien» Pasqua à la mise en place des accords de coopération sécuritaire de Schengen, et en particulier à la convention Europol créant un corps de police européen, convention élaborée par l'Allemagne ;

- l'approche différente du rythme d'intégration des ex-pays du glacis soviétique à l'Union européenne, les multiples intérêts de l'Allemagne à accroître son influence à l'est la poussant à hâter ce processus ;

- enfin, l'Allemagne ne peut voir que d'un très mauvais oeil son allié tenter de jouer sur deux tableaux. En flirtant aussi de façon très poussée avec la Grande-Bretagne, la France se livre à une surenchère intolérable pour l'Allemagne.

En même temps, les dissensions sur les options et les alliances impérialistes au sein de certaines bourgeoisies nationales européennes comme en France ou en Grande-Bretagne représentent également un facteur de déstabilisation.

A travers la guerre du Golfe, les Etats-Unis affichaient leur prétention à instaurer un «nouvel ordre mondial». Leur objectif essentiel était en fait d'empêcher l'éclatement du bloc occidental et de freiner un dérapage vers le chaos mondial.

Il est désormais incontestable que la mission a échoué. A son tour, le bloc occidental a été désintégré, et c'est «le désordre mondial» qui domine ce monde capitaliste en pleine décomposition, porteur d'une nouvelle accélération des tensions impérialistes et du chaos.

CB

MOYEN-ORIENT

Le mensonge de la paix

«Des scènes de paix et d'espoir.» Voilà comment la bourgeoisie commente la remise du Prix Nobel de la paix à ces trois massacreurs que sont Rabin, Péres et Arafat. Elle veut faire passer ce message à la classe ouvrière : «le capitalisme peut aussi faire la paix», et pour cela, elle nous a fait de la grande mise en scène à Washington, dans le désert jordanien et tout dernièrement à Oslo. Alors certains pourraient penser que quarante ans de guerre entre Juifs et Arabes, c'est terminé. Il n'en est rien, au contraire : ces derniers mois se sont succédées actions terroristes palestiniennes et représailles israéliennes, avec le summum de la barbarie atteint dans l'attentat de Tel Aviv avec ses 22 morts, et les émeutes de Gaza avec plus de 13 morts et près de 200 blessés.

Plus que jamais la spirale de la barbarie, du chaos, de la décomposition du capitalisme, fait de cette région un véritable enfer où la population, prise en étau entre les différentes fractions rivales de la bourgeoisie, palestinienne ou israélienne, est soumise à la terreur et aux massacres quotidiens. Voilà ce que sont les promesses de paix de la bourgeoisie : toujours plus de guerre, plus de chaos, plus de barbarie. Ainsi la création d'un mini-Etat palestinien autour de Gaza et Jéricho, les «réconciliations historiques» entre Juifs et Arabes n'ont en rien réglé les problèmes ; au contraire, cela a eu pour effet d'attiser les tensions. Et aujourd'hui, même les négociations patronnées par les Etats-Unis, grand maître d'oeuvre de ces «accords de paix», piétinent.

Pourquoi est-on arrivé à une telle situation ? C'est avec beaucoup d'illusions que la population palestinienne a accueilli les accords de Washington, croyant à une possible amélioration de ses conditions de vie. Aujourd'hui, le désespoir règne. Les Palestiniens sont les laissés pour compte : au cours des six derniers mois, le niveau de vie a chuté de moitié.

C'est ce désespoir, exploité par le Hamas, qui va pousser la population palestinienne à l'émeute contre Arafat et ses policiers, en novembre 1994, qui 5 mois plus tôt avaient été accueillis à bras ouverts. La police d'Arafat n'a rien à envier à l'armée israélienne en matière de répression.

Pire encore, c'est une véritable guerre civile qui menace ce nouvel état, opposant Arafat, soutenu par les Etats-Unis, et le Front du Refus, influencé par la Syrie et l'Iran, regroupant plusieurs groupes, dont le Hamas et le Jihad, hostiles à la «Pax Américana». Car là est la réalité : l'Iran et la Syrie manipulent ces groupes terroristes dans le but de saboter les «accords de paix» qui donnent à Israël un rôle de plus en plus prépondérant dans la région.

En fait, l'objectif de la bourgeoisie américaine est de contraindre par la force les puissances régionales, en particulier la Syrie, à reconnaître son leadership.

Et pour ce faire, non seulement la soldatesque israélienne leur est nécessaire, mais de plus Washington n'hésite pas à renforcer sa présence militaire en Arabie Saoudite, dont l'alibi a été, cet été, de contrecarrer une «nou-

velle tentative» irakienne d'envahir le Koweït (depuis les Etats-Unis ont reconnu qu'ils se sont trompés). Le message est clair : tous ceux qui continuent à entraver «le processus de paix» américain risquent d'attirer des représailles militaires US. Et la réponse : le déchaînement d'une vague terroriste sans précédent de la part du Hamas et du Jihad.

Mais toutes ces rivalités régionales sont elles mêmes entretenues et attisées par d'autres grandes puissances comme l'Allemagne et surtout la France qui, cherchant à étendre ou à reconquérir leur influence, manoeuvrent en sourdine pour déstabiliser les Etats-Unis.

C'est la France qui est en première ligne : soutien sans fard à l'Iran (avec l'acquiescement de l'assassin de Bakhtiar le plus lié à l'état iranien : on voyait là l'hypocrisie de la France qui se fait en Algérie le porte drapeau de la lutte antislamique !) ; elle renforce ses liens avec l'Irak (voyage de Chevènement à Bagdad) et lève l'embargo à destination de ce pays 48heures après que la Maison-Blanche ait fait de même en Bosnie ; elle fait pression sur la Syrie via le Liban où elle maintient une influence (les maronites) ; et de plus elle exerce directement une influence sur des groupes terroristes du Front du Refus (notamment le FDLP du Dr Habbache).

Voilà la sinistre réalité de la paix au Moyen Orient : des rivalités croissantes entre les grandes puissances, attisant le chaos et la barbarie d'un système en pleine décomposition.

André

Lisez notre brochure

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

EFFONDREMENT DU STALINISME

PAYS DE L'EST - URSS

Ce n'est pas la mort du communisme
C'est la décomposition du capitalisme

COMMUNISME

C'est la perspective prolétarienne
C'est le seul avenir pour l'humanité

Proétaires de tous les pays, unissez-vous !

20 F

SEUL LE PROLETARIAT PEUT METTRE FIN A LA MISERE ET A L'EXPLOITATION

Nous publions ci-dessous de larges extraits de la lettre d'un lecteur qui se trouve aujourd'hui contraint, pour échapper au chômage, d'accepter un Contrat Emploi Solidarité (CES) dans un établissement hospitalier. Cette lettre est d'abord et avant tout le témoignage vivant, le cri de révolte d'un prolétaire contre la misère et l'exploitation capitaliste. Notre courte réponse s'efforcera de le guider dans sa réflexion afin que la colère qu'il exprime puisse déboucher sur une compréhension plus globale des racines de la misère et des moyens d'y mettre fin.

En CES à l'hôpital, j'ai souhaité que l'on me fasse une petite place pour m'exprimer - non pas vis-à-vis du centre hospitalier - mais vis-à-vis du contrat lui-même, car je me sens concerné par l'avenir de mon pays.

Ne connaissant pas bien les caractéristiques de ce type de contrat, j'ai accepté d'en signer un, cherchant désespérément du travail. Je reconnais avoir bénéficié d'un accueil excellent depuis l'instant de mon recrutement. Je salue à cet égard la qualité et l'humanité des gens qui travaillent ici, ainsi que l'esprit qui règne dans l'établissement. D'autre part, je pourrais le remercier de m'avoir fait sentir faire partie du «paradis des travailleurs»...

Mais j'ai pris conscience de nombreuses contradictions entre ce que j'en attendais sans doute, le discours politique qui l'enjolive et ce qu'il est en fait (...)

Il faut le dire : le CES ressemble plus à un château de sable en Espagne ou à un mirage dans le désert qu'à une réelle construction !

Bien sûr, on peut penser que les CES et autres contrats type du «moins pire» rendent service aux uns comme aux autres.

Pourtant, si nos dirigeants continuent de nous proposer ces mesures d'apparat, se souciant toujours plus de profit et de puissance à l'échelle mondiale que de la vie humaine, n'est-ce pas à ces mêmes barreaux que la misère risque bientôt de rompre tous les barreaux (comme un fleuve en crue à ces digues mal adaptées) ?

Il semble que l'on emploie peu de travailleurs handicapés (cf. loi du 30/6/75 de la COTOREP), ni beaucoup de personnes très désqualifiées, ou incapables d'occuper un emploi «normal», comme il est prévu habituellement pour ces contrats.

La direction des hôpitaux indique d'ailleurs que «certaines tâches qui pouvaient être confiées aux enfants des agents hospitaliers pendant les périodes de vacances scolaires sont souvent effectuées par les bénéficiaires de CES» (extrait de «CES à l'hôpital», un hors-série de «Information sur les ressources humaines à l'hôpital»).

La vérité est que les CES sont des salaires de moitié inférieur pour un travail presque égal !

Pour un travail qualitatif et quantitatif égal - fourni équivalent - j'aurais appris tout autant dans un emploi où j'aurais été recruté de façon classique, si le contexte politique le permettait... D'autre part, comment peut-on se lo-

ger, se nourrir, et se vêtir correctement avec 2 500 francs mensuels ?

Compte tenu qu'on n'a pas le droit d'exercer une autre activité rémunérée dans le mi-temps qui reste, pas plus que de cumuler une allocation spécifique (à l'heure justement où le travail «au noir» est gravement sanctionné), pas le droit à des points de retraite, pas le droit de suivre des études parallèlement, le type de mensonge répandu selon lequel les congés payés non pris ne sont pas dus (la première chose qu'on nous dit en arrivant), alors que la loi stipule une indemnité compensatrice en cas de départ anticipé, rend encore plus inacceptables ces ersatz de médecine contre le chômage que nous ont jetés en pâture les deux derniers gouvernements qui se sont succédés (cela ayant commencé avec les autres TUC, SIVP divers qui sont autant de voies de garage...).

De quoi a-t-on le droit alors ? On dirait bien juste de servir de main d'œuvre bon marché aux employeurs !

On constate aussi des retards de salaires, un manque d'accès effectif, à l'issue du mois d'essai, à la formation autorisée.

Et puis des appâts et des débouchés fantômes, visant sans doute à obtenir plus de travail et de motivation. L'ANPE n'est pas la première à vous dire non plus que vous avez droit à des allocations chômage dans certaines conditions, lorsque vous vous renseignez.

Pourtant, on rencontre de plus en plus de CES parmi les offres d'emploi, recrutés parfois à niveau BAC+4 ou 5...

J'ai entendu dire le désir que l'on a de

faire beaucoup plus dans l'avenir pour la santé mentale.

Or, le nombre de personnes présentant des troubles dits «mentaux» augmente en osmose avec celui de toutes les victimes de la précarité de l'emploi, du chômage, des mi-temps abusifs, etc.

Il n'est que de sortir dans la rue, à l'ANPE ou le soir dans la station de RER Châtelet-Les-Halles, pour constater quel niveau a atteint cette grave désagrégation. Tous SDF, étrangers qui croyaient trouver le Pérou, chômeurs errants, pèlerins nageant entre deux eaux... Cela rappelle une atmosphère de fin de monde ! Un air de folie flottante...

Va-t-on arriver bientôt à se croire ici à New York ? Désabusement total, errance, agressions, délinquance, meurtres...

Faudra-t-il s'exiler peut-être pour retrouver un peu de «vraie humanité» ? Ne sommes-nous pas tous concernés, tous ? (...)

Donnez-nous de l'espoir, donnez-nous de vrais emplois, même à mi-temps, mais payés décemment !

A la longue, si nos dirigeants refusent de prendre les mesures qu'ils peuvent prendre contre le chômage, en oubliant des principes trop envahissants de profit, il est à craindre que les hôpitaux et établissements psychiatriques ne soient bientôt plus assez nombreux pour accueillir les malades en puissances... ou qui ont déjà passé à l'acte ! (...)

NOTRE REPONSE

La colère légitime de ce lecteur, de même que sa lucidité sur la décomposition de la vie sociale, résultant de l'aggravation du chômage soulèvent des questions fondamentales : y a-t-il, dans le système capitaliste, une solution au chômage ? Comment peut-on sortir de cette situation ?

Comme le reconnaît implicitement notre lecteur, le capitalisme est un système mondial. La crise économique que nous vivons aujourd'hui n'est ni conjoncturelle, ni localisée à certains pays. Partout, dans les pays industrialisés, le chômage touche des masses croissantes d'ouvriers, tandis que, dans les pays du tiers monde, la population subit des épidémies, des famines et des massacres effroyables. Il n'y a donc aucune région de la planète où les conditions d'existence des ouvriers seraient plus humaines.

S'exiler, comme le suggère notre lecteur, ne constitue en rien une solution, comme il le reconnaît par ailleurs lorsqu'il évoque la situation des masses d'immigrés qui errent dans le métro, sans emploi et qui croyaient, en s'exilant, «trouver le Pérou». Au 19ème siècle, les Etats-Unis représentaient l'avenir pour des millions d'ouvriers qui se sont exilés pour fuir les crises économiques en Europe. Aujourd'hui, le degré atteint par la misère et la décomposition de la vie sociale dans la première puissance mondiale révèle la faillite totale du système, il montre l'avenir que réserve la classe dominante aux prolétaires d'Europe occidentale.

La seule perspective d'avenir, l'unique moyen de sortir de cette situation, c'est la destruction du capitalisme. Et le prolétariat mondial est la seule force de la société capable d'abattre ce système pour construire une autre société

basée sur la satisfaction des besoins humains et non sur le profit et l'exploitation.

Mais pour cela, les ouvriers doivent abandonner toutes leurs illusions. Notre lecteur pense naïvement que «nos dirigeants» pourraient prendre des mesures contre le chômage s'ils renonçaient aux «principes trop envahissants du profit». Malheureusement le capitalisme (et la classe exploiteuse qui le représente, la bourgeoisie) ne peut renoncer à l'exploitation et à la recherche du profit. Une telle exigence reviendrait à lui demander de se suicider. Un capitalisme qui renoncerait au profit pour satisfaire les besoins des hommes ne serait plus du capitalisme. C'est justement parce que la bourgeoisie n'a plus aucune recette pour sortir de la crise, qu'elle ne peut prendre aucune mesure contre le chômage. Au contraire, plus le capitalisme va s'enfoncer dans la crise, plus la classe dominante de tous les Etats sera contrainte de recourir aux licenciements massifs et aux baisses des salaires pour tenter d'affronter la concurrence internationale et rendre ses marchandises plus compétitives. Plus la crise va s'aggraver, plus la bourgeoisie sera contrainte, pour ralentir l'agonie de son système, de faire payer cette crise aux ouvriers. Et quelles que soient les mesures d'austérité que la classe exploiteuse puisse prendre, elle ne pourra résoudre les contradictions du capitalisme. Les sacrifices qu'elle impose aujourd'hui aux prolétaires ne font que préparer de nouveaux sacrifices.

Face à cette situation, la classe ouvrière n'a pas d'autre choix que d'abattre le capitalisme, et elle ne pourra le faire qu'en développant ses luttes contre la misère et le chômage sur son propre terrain. Et ce combat révolutionnaire, elle ne pourra l'assumer qu'à l'échelle mondiale. En ce sens, notre lecteur doit se concevoir comme partie intégrante de cette classe mondiale qu'est la prolétariat. Il ne doit pas «se sentir concerné par l'avenir de son pays» parce qu'il n'y a pas d'avenir dans le capitalisme, et parce que les prolétaires n'ont pas de patrie.

Le nationalisme est un piège particulièrement dangereux pour la classe ouvrière. C'est justement en faisant croire aux prolétaires que les intérêts de l'économie nationale sont les leurs que la bourgeoisie parvient à leur imposer des sacrifices, comme elle l'a fait, par exemple, dans la grève des ouvriers d'Air France à l'automne 1993. Dans le passé, et aujourd'hui encore dans les pays périphériques, c'est toujours au nom de la défense de l'intérêt de l'Etat national que des dizaines de millions d'ouvriers ont été embrigadés et massacrés dans la guerre impérialiste.

La colère qu'exprime notre lecteur, comme celle de nombreux ouvriers atomisés, qu'ils soient au chômage ou en activité, ne doit pas rester un simple cri de révolte individuelle.

Le seul moyen de ne pas sombrer dans le désespoir, de ne pas se laisser emporter par un sentiment d'impuissance, c'est de se rattacher une perspective, au combat de la seule force porteuse d'avenir pour l'humanité, le prolétariat.

Et cette force réside dans sa solidarité, son unité et sa conscience de classe. Comme le dit très justement notre lecteur, seule la lutte de la classe ouvrière peut «rompre les barreaux de la misère (...) comme un fleuve en crue à ses digues mal adaptées».

RI

Les enseignements de la révolution de 1905 en Russie

(SUITE DE LA PAGE 8)

tion de la classe en syndicat se reflétait par la mise en place de moyens permanents (caisses de grèves, fonctionnaires syndicaux, ...) en vue de l'action revendicative quotidienne et de la préparation des luttes. Par contre, avec le surgissement des conseils ouvriers, la lutte révolutionnaire du prolétariat met un terme à ce type de fonctionnement statique pour donner naissance, au cœur de la lutte elle-même, à une nouvelle forme d'organisation dont le caractère éminemment dynamique - à l'image du bouillonnement que représente la révolution - se manifeste par la révocabilité de ses délégués élus et responsables devant l'ensemble de la classe. Parce que ce mode de fonctionnement traduit et renforce la mobilisation permanente de toute la classe, les conseils ouvriers sont le terrain privilégié où s'exprime la véritable démocratie ouvrière, de même qu'ils sont le lieu où se reflète le réel niveau de conscience dans la classe. Cela se manifeste notamment dans le fait que les forces politiques qui dominent dans les conseils ouvriers à certains moments de leur évolution sont celles qui ont le plus d'influence au sein de la classe. De plus, les conseils ouvriers sont le lieu où le processus de prise de conscience dans la classe se développe de façon constante et accélérée. C'est cette dynamique d'accélération, résultant de la radicalisation des masses qui va devenir un facteur décisif de la lutte. Ainsi, alors qu'à l'issue de la révolution de février 17, les soviets avaient accordé leur confiance au gouvernement provisoire démocrate-constitutionnel, leur adhésion à une

orientation révolutionnaire après les événements de l'été (journées insurrectionnelles de juillet, offensive de Kornilov) était le résultat d'une maturation, d'une extension de la conscience dans la classe, condition indispensable à la prise du pouvoir en octobre 1917.

Ainsi, les conseils ouvriers sont l'expression même de la vie de la classe dans la période révolutionnaire. De ce fait, l'expérience de 1905 apporte une réponse définitive à une question que le mouvement ouvrier, depuis ses origines, n'avait pu trancher : quelle forme doit revêtir la dictature du prolétariat ? Bien que l'expérience de la Commune de Paris ait mis en évidence l'impossibilité pour le prolétariat d'utiliser l'appareil d'Etat légué par le capitalisme - et la nécessité de le détruire -, elle n'a cependant pas apporté de réponse positive à une telle question. Et près d'un demi-siècle plus tard, cette question ne sera pas encore nettement tranchée pour une grande majorité de révolutionnaires, dont Rosa Luxemburg elle-même lorsqu'en 1918, dans sa brochure sur «La révolution russe», elle reprochera aux Bolchéviks d'avoir dissout la Constituante, instrument qu'elle pensait être celui du pouvoir prolétarien. Il revient ainsi aux bolchéviks d'avoir été les premiers à tirer de la façon la plus claire les principaux enseignements de 1905 :

«Ce serait la plus grande absurdité d'accepter que la plus grande révolution dans l'histoire de l'humanité, la première fois que le pouvoir passe des mains de la minorité des exploités aux mains de la majorité des exploités,

puisse s'accomplir dans le cadre de la vieille démocratie parlementaire et bourgeoise sans les plus grands bouleversements, sans la création de formes nouvelles de démocratie, d'institutions nouvelles et de conditions nouvelles de son application.

(...) La dictature du prolétariat doit entraîner non seulement le changement des formes et institutions démocratiques en général, mais encore une extension sans précédent de la démocratie réelle pour la classe ouvrière assujettie par le capitalisme. Et à la vérité, la forme de la dictature du prolétariat déjà élaborée en fait, c'est à dire le pouvoir des soviets en Russie, le système des Conseils ouvriers en Allemagne (...) signifient et réalisent précisément pour les classes laborieuses, c'est à dire pour l'énorme majorité de la population, une possibilité effective de jouir des droits et libertés démocratiques, comme il n'en a jamais existé, même approximativement, dans les meilleures républiques démocratiques bourgeoises» (Lénine, «Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat», 1er Congrès de l'Internationale Communiste, mars 1919) (...)

Tout comme la Commune de Paris, la révolution de 1905 s'est terminée sur une défaite. Mais cette défaite préparait déjà le terrain pour la victoire d'Octobre 1917, de même que par la suite, la défaite de la première vague révolutionnaire des années 1917-23 n'était qu'une étape dans le processus historique qui doit conduire le prolétariat jusqu'à la victoire finale.

(Extrait de la "Revue Internationale" n°43)

La mort de l'IS

(SUITE DE LA PAGE 2)

tions culturelles et artistiques ou le détournement de bandes dessinées et de photos-romans (par exemple, on fait dire à une pin-up nue le slogan célèbre du mouvement ouvrier : «*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*»). De même, les slogans situationnistes ont un franc succès dans cette couche sociale : «*Vivre sans temps mort et jouir sans entrave*», «*Demandons l'impossible*», «*Il faut prendre ses rêves pour la réalité*». Enfin, une brochure écrite par un situationniste, en 1967 : «*De la misère en milieu étudiant*», où les étudiants sont présentés comme les êtres les plus méprisés au monde avec les curés et les militaires, contribue à la notoriété de l'IS dans une couche sociale dont le masochisme est à la mesure de l'absence de tout avenir historique.

Les événements de mai 68 en France, c'est-à-dire le pays où l'IS a le plus d'écho, constituent une sorte d'apogée du mouvement situationniste : les slogans «*situs*» sont sur tous les murs ; dans les médias, «*situationniste*» est synonyme de «*révolutionnaire radical*» ; le premier Comité d'Occupation de la Sorbonne est composé en bonne partie de membres ou de sympathisants de l'IS. A cela, il n'est rien de surprenant. En effet, ces événements marquent à la fois les derniers feux des révoltes étudiantes qui avaient débuté en 1964, en Californie, et inaugurent, de façon magistrale, la reprise historique du prolétariat après 4 décennies de contre-révolution. La simultanéité des deux phénomènes et le fait que la répression de l'Etat contre la révolte étudiante a constitué le déclat d'un mouvement de grève massif dont les conditions avaient mûri avec les premières atteintes de la crise économique, a permis aux situationnistes d'exprimer au plus au point cette révolte tout en ayant un certain impact sur des secteurs parmi les radicalisés de la classe ouvrière.

Cependant, la reprise des combats de classe, qui a provoqué l'apparition et la floraison de toute une série de groupes révolutionnaires, dont notre propre organisation, a constitué l'arrêt de mort de l'IS. Incapable de comprendre la signification véritable de cette reprise : la réponse apportée par le prolétariat à une crise ouverte et sans issue de l'économie capitaliste¹, l'IS va entrer dans une période de crise qui va aboutir à sa dissolution en 1972. C'est «*par défaut*» que l'IS avait pu avoir un impact, avant et au cours des événements de 68, sur les éléments s'approchant vers les positions de classe, du fait de la disparition ou de la sclérose des courants communistes du passé au cours de la période de contre-révolution. Dès lors que s'étaient constituées, sur la lancée de 1968, des organisations se rattachant à l'expérience de ces courants, et alors que la révolte étudiante était morte, il n'existait plus de place pour l'IS. Son auto-dissolution était la conclusion logique de cette faillite, de la trajectoire d'un mouvement qui, en refusant de se rattacher fermement aux fractions communistes du passé, ne pouvait avoir un avenir. Le suicide de Guy Debord appartient probablement à cette même logique.

Fabienne

¹ Dans une polémique contre notre publication, le n° 12 de l'IS se gaussait de notre analyse en réaffirmant que la grève de 68 a éclaté «*dans une économie capitaliste fonctionnant bien*».

EX-YOUGOSLAVIE

La population civile, otage des gangs impérialistes

Le bombardement de l'ultime prétendue «zone de sécurité» de l'ONU assiégée par les troupes serbes a transformé la ville de Bihac en un champ de ruines et en charnier. La bourgeoisie internationale a feint de s'émouvoir. Elle s'est répandue en lamentations sur le malheureux sort des populations locales. Comme chaque fois, comme à propos de Vukovar, Sarajevo, Srebrenica, Gorazde, Tuzla, etc. Quelle hypocrisie ! La seule chose que déplorent en réalité les grandes puissances dans cette situation, c'est s'enfoncer dans le borborygme qu'elles ont créé, c'est de ne pas parvenir à imposer, chacune de leur côté, leurs propres visées impérialistes par rapport à leurs rivaux dans la région.

Encore aujourd'hui, elles voudraient nous faire croire à la mise en route d'un processus de paix, à la veille de l'hiver. Mais les soi-disant rapprochements de

vue entre les Etats-Unis et les bourgeoisies européennes sur la question d'un possible retrait des «casques bleus», la prétendue «unité retrouvée» des membres du «groupe de contact», la proposition d'un «plan de paix» par Karadzic, ne sont que de l'esbroufe.

On voit plus que jamais l'Europe et les Etats-Unis chacun dans son camp. Et avec le revers que la politique américaine de soutien à Izetbegovic vient de subir, le «groupe de contact» censé réaliser un plan de paix en Bosnie tend à éclater chaque jour un peu plus.

Le revers de l'offensive américaine

Ainsi, on voit en premier lieu une alliance franco-britannique toujours aussi solide, dont les raisons majeures restent l'opposition aux Etats-Unis et à leur menace de levée de l'embargo sur les armes (soumise au chantage du départ des «casques bleus»), alliance qui soutient ouvertement la Serbie. Car c'est bien ce soutien qu'a montré la

proposition franco-britannique de constituer une fédération serbe (équivalente et concurrente directe de la fédération croato-musulmane fondée sous la houlette américaine), et le voyage de Juppé et Douglas Hurd (chef du Foreign Office britannique) à Belgrade - allés «rendre compte» (selon l'expression du porte-parole du département d'Etat américain en personne) à Milosevic de leur mission ; et dans le rôle de voyageur de commerce de l'anti-américanisme, la France est en première ligne, ainsi qu'on a pu le voir avec le communiqué commun de l'Elysée et de Matignon du 28 novembre, qui dénonce implicitement les Etats-Unis comme responsables de la situation à Bihac et en Bosnie pour avoir soutenu l'offensive musulmane bosniaque.

D'un autre côté, la Russie, qui restait globalement, malgré certaines réticences et magouilles locales, dans la ligne des intérêts de Washington, montre des vellétés d'indépendance et d'opposition à cette puissance de tutelle de plus en plus fortes et ouvertes. Cette virulence atteint en effet des sommets en-

core inconnus depuis l'effondrement du bloc de l'Est en 1989 (voir article p.1). Sur le terrain, elle se traduit par une défense acharnée des Serbes, et des pressions manifestes de cette volonté de jouer à présent sa propre carte, qui passe elle aussi par l'opposition aux Etats-Unis : en soutenant les serbes par l'utilisation de plus en plus systématique de son veto pour bloquer les résolutions contre les Serbes de Bosnie et de Croatie, comme celle sur le commerce des Serbes de Croatie.

Et si la bourgeoisie allemande est contrainte de faire profil bas, s'étant fait déposséder du rôle de tutrice de la Croatie par les Etats-Unis, la modération actuelle de ses ardeurs s'explique aussi par les compensations qui lui sont proposées par ces derniers. Ainsi, le projet de l'OTAN d'associer la Luftwaffe à des opérations militaires en Bosnie constituerait le premier déploiement militaire de l'aviation allemande hors de ses frontières depuis 50 ans.

Le retrait des «casques bleus» : un bluff qui cache une aggravation de la guerre

Les Etats-Unis se trouvent donc à l'heure actuelle plus isolés qu'ils ne pouvaient l'être au sein de l'ONU, et semblent du coup avoir momentanément réduits leurs prétentions à jouer les gendarmes dans la région. La «reconnaissance» par Clinton de la «supériorité» serbe sur le terrain bosniaque manifeste ainsi leur volonté de calmer un jeu qui leur échappe, et parallèlement de chercher à faire en sorte que le conflit ne déborde pas les frontières de la Bosnie vers la Croatie.

Cependant, alors que les bourgeoisies européennes et américaines se renvoient la balle en se rejetant mutuellement la responsabilité de la situation présente en Bosnie, les Etats-Unis sont parvenus à retourner à leur profit le chantage de la France et de la Grande-Bretagne sur le retrait des «casques bleus». Ils ont même poussé l'humiliation jusqu'à se proposer de soutenir logistiquement ce retrait, qu'ils sont les seuls à pouvoir en effet réellement assister. Et pas n'importe comment ! A l'aide d'une force militaire armée de façon multiple, dont une des caractéristiques sera d'être «fortement blindée» et organisée de manière à ce qu'elle soit «très importante, inattaquable».

Il s'agit ni plus ni moins que de la réponse musclée au chantage franco-britannique, dont le gouvernement américain montre qu'il n'est pas dupe, et d'une menace destinée aussi à faire peur aux bourgeoisies concernées. Le message, passé justement lors du sommet des ministres des Armées de l'OTAN, a d'ailleurs eu pour effet de précipiter un voyage de Léotard chez Clinton lui-même !

Aussi, avec cette perspective d'une accumulation de moyens guerriers, d'une présence accrue de la soldatesque de pays qui soutiennent les uns et les autres les différentes fractions des tueurs locaux, il n'y a aucune illusion à se faire. L'hiver sera pire que ceux des trois dernières années, et ce ne sont pas les bougies de Noël qui s'allumeront devant les yeux de la population, mais les horreurs semées par l'explosion des bombes et de l'artillerie lourde.

INVASION DE LA TCHETCHENIE

La Russie démocratique envoie ses chars

(SUITE DE LA PAGE 1)

nise y compris en Ingouchie la république voisine. L'opération armée de Moscou ne ramènera pas l'ordre. A l'inverse, elle ne peut que contribuer à développer une cruelle anarchie, bref, un petit Afghanistan.

En outre, ce qui motive également cette agression c'est le fait que cette zone géographique est située dans le Caucase. Or Moscou n'a pas renoncé à reprendre pied dans la région caucasienne (voir à ce propos RI n°229 «Caucase : un nouveau champ de bataille impérialiste»). En effet, après l'implosion de l'URSS à la fin de l'année 1991, la bourgeoisie géorgienne, par exemple, s'est sentie pousser les ailes de l'indépendance. Mais c'était sans compter que Moscou ne resterait pas sans réagir. Pour faire plier les autorités géorgiennes de Tbilissi, le Kremlin a largement encouragé le mouvement sécessionniste abkhaze (région du nord-ouest de la Géorgie). Quelque temps plus tard la Géorgie posait sa candidature à la CEI et retournait de fait dans le giron russe. Aujourd'hui, Moscou a le culot de condamner le mouvement d'indépendance abkhaze. Quelle volte-face ! Dans la même veine Eltsine et les siens ont épaulé les Arméniens dans leur guerre contre l'Azerbaïdjan. Et pour cause, la bourgeoisie azérie de Bakou, appuyée par la Turquie, qui n'a jamais renoncé à ses prétentions dans la région, se montrait elle aussi par trop antirusse.

...et à l'extérieur

On voit donc bien qu'en aucune façon l'écroulement du mur de Berlin en novembre 1989 n'a signifié pour la Russie un renoncement à la défense de ses intérêts impérialistes. Le badigeon démocratique n'y change absolument rien.

Toutefois, il faut réaffirmer que tout retour à une situation semblable à celle qui prévalait avant 1989 est impossible. L'histoire ne se répète pas, on ne réécrit pas de nouveau une page de guerre froide. L'URSS n'est plus. Ce qui fut naguère le bloc soviétique a disparu. Non seulement la Russie ne bénéficie plus actuellement des opportunités historiques qui avaient présidées à la formation de son bloc (cf. l'occupation militaire à la fin de la Seconde Guerre mondiale de la moitié orientale de l'Europe) mais elle ne dispose également plus ni du même «prestige» idéologique ni des mêmes moyens.

Mais quand bien même la Russie ne peut pas prétendre redevenir le leader d'un bloc impérialiste, il n'empêche que, comme tous les autres grands Etats, elle a des intérêts impérialistes à préserver, notamment dans les régions qui constituaient autrefois son empire. Elle les défendra toujours farouchement au prix du fer et du sang.

Ainsi depuis le début du conflit en Yougoslavie la Russie n'a eu de cesse que soutenir son traditionnel allié serbe. Mais dernièrement c'est de façon manifeste que le représentant de la Russie au conseil de sécurité de l'ONU, Sergueï Lavrov, vient de mettre son veto à un projet de résolution renforçant les sanctions à l'encontre des Serbes bosniaques. L'Etat russe semble aujourd'hui moins enclin à suivre docilement les Etats-Unis. Nous ne sommes plus comme en 1989-1992 quand, complètement groggy pour cause d'effondrement, la Russie se contentait de limiter les dégâts et suivait les orientations de la politique américaine. A présent, l'ours russe reprend un peu de poil de la bête, il est nettement plus offensif. A cela il est plusieurs raisons. Tout d'abord, on assiste en ce moment à un

recul des positions américaines dans les Balkans (voir article ci-contre) et l'impérialisme russe en profite. D'autre part, l'importante dégradation de la situation économique aux Etats-Unis, amoindrit sérieusement les capacités de soutien financier de ce pays envers la Russie. Pour que la bourgeoisie russe continue à être un allié docile de la Maison Blanche, il faut payer, faute de quoi elle ira vendre ses services au plus offrant. Et l'Etat allemand va tenter, à coup sûr, d'exploiter cette situation.

Dans le même ordre d'idée, lors du sommet de la CSCE de Budapest qui s'est tenu le 5 décembre dernier, on a pu voir Eltsine répondre sans détours à Clinton. Pour ce qui est de l'intégration des pays d'Europe de l'est (les ex-membres de feu le pacte de Varsovie) au sein de l'OTAN, c'est niet ! Selon les propres termes de Eltsine cela introduirait une «paix froide en Europe», «pourquoi semer les graines de la méfiance alors que nous ne sommes plus des ennemis ?». Cette attitude de la Russie est à mettre en relation avec un vent d'antiaméricanisme qui souffle actuellement dans ce pays. Ainsi récemment, les médias russes, qui comme partout sont aux ordres de l'Etat, accusaient des entreprises et des citoyens russes d'agir pour le compte de la CIA. La mise à jour de ce «scandale» en dit long sur le refroidissement des relations Washington-Moscou.

Qu'on se le tienne pour dit, la bourgeoisie russe va, avec beaucoup plus d'aplomb, défendre bec et ongles ses positions stratégiques sur la planète. De fait, elle apportera elle aussi sa sanglante contribution à la dynamique du «chacun pour soi» et à l'aggravation du chaos mondial.

ARKADY (14 décembre)

KW (16 décembre)

VIE DE L'ORGANISATION

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention.

Pour une souscription minimum de 50 F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de «RI» ou 5 de la «Revue Internationale», ou des numéros encore disponibles du «Bulletin d'Etudes et de Discussions».

SOUSCRIPTIONS

D. (Rouen): 600 ; M.Ph (Châtillon): 100 ; Z. (Suisse): 430 ; M.(Ouest): 30.

Lyon : Réunion publique de novembre 94 : Ja : 250 ; Jer. : 300 ; Cy : 50.

Paris : Réunion publique du 26 novembre 1994 : St. : 20 ; Pe. : 20 ; L. : 10 ; BB : 20 ; RR : 10 ; DC : 20 ; F. : 20 ; Hu : 20 ; Kid : 50 ; JPH : 40 ; S : 50 ; Isa : 30 ; X : 50 ; Pat : 50 ; SI : 10 ; LC : 50 ; CN : 70 ; GNF : 20 ; Ad : 60 ; Pr : 200.

Toulouse : Réunion publique de novembre 94 : Ra : 100 ; Da : 50 ; Chr : 100 ; In : 50 ; Lu : 50. Ros : 100 ; Pos : 63.

Tours : Permanence du 10 décembre 1994 : Ric : 20 ; Aboulafia : 100 ; DE : 20.

Total : 2233 F.

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des réunions publiques et des permanences dans plusieurs villes.

Dans une période où les forces révolutionnaires sont éparpillées, où la discussion, la réflexion politique font cruellement défaut dans les rangs du prolétariat, ces réunions correspondent au besoin de concentrer et ramasser toutes les préoccupations qui se font jour dans la classe ouvrière. Elles se veulent être un lieu ouvert d'échange de points de vue, d'orientation et

d'élaboration de la réflexion politique et théorique, ainsi qu'un lieu de réappropriation de l'histoire de notre classe.

Alors que dans les réunions publiques, les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les permanences, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques...).

SUR LE THEME:

Les enseignements de la révolution de 1905 en Russie

CLERMONT-FERRAND

Permanence le deuxième mercredi de chaque mois à 18 heures, à la brasserie de la gare routière, Boulevard Gergovia.

GRENOBLE

Permanence le samedi 4 février à 15 h, Brasserie "Le Savoie", avenue Felix Violet (face à la gare).

Vente de la presse le samedi 4 février de 10h30 à 11h30 au centre-ville, à l'angle des rues de Bonne et Blanchard.

LILLE

Permanence le samedi 14 janvier à 14 h 30, à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse les 1^{er} et 3^e dimanches du mois de 11 h à 12 h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON

Réunion publique le samedi 21 janvier à 15 h au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

Permanence le vendredi 6 janvier à 20h30, Brasserie "Paulaner", rue de la Barre, métro Bellecour.

Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi de chaque mois de 17 h 30 à 18 h 30.

MARSEILLE

Réunion publique le samedi 7 janvier à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du M^o Chartreux.

Permanence le mardi 31 janvier de 18 h 30 à 19 h 30 au bar-tabac « La Comète », cours Jean-Ballard (M^o Vieux-Port).

Vente de la presse le samedi 7 janvier de 11 h à 12 h au marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Réunion publique le samedi 14 janvier à 17 h à la salle de la Fraternité, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

Permanence les vendredis 6 janvier et 3 février à 20h30, à la même adresse.

Vente de la presse à la station du tramway, place du commerce, tous les deuxièmes mardis du mois, de 17h15 à 18h.

PARIS

Réunion publique le samedi 21 janvier à 17 h, au 27, avenue de Choisy, M^o Porte-de-Choisy.

Permanence les samedis 7 janvier et 4 février de 18h à 20h, à la même adresse.

Vente de la presse au marché de St-Denis (M^o St-Denis-Basilique), le 2^e dimanche du mois, à partir de 11 h 30.

ROUEN

Vente de la presse les dimanches 8 janvier et 12 février de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc, La Fontaine.

TOULOUSE

Réunion publique le vendredi 27 janvier à 21 h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourgnette, route de Seysses, Toulouse.

Permanence les vendredis 6 janvier, 20 janvier et 3 février, à 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 8 et 22 janvier, de 10h30 à 12h, au marché aux Pucés (place St-Sernin).

TOURS

Permanence le samedi 21 janvier à 17 h au café-hôtel « Le Bordeaux », boulevard Heurteloup.

Vente de la presse tous les deuxièmes samedis du mois de 10h30 à 11h30, au marché de St-Pierre-des-corps, place de la Mairie.

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires. C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les

comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS:

« Contact » - rue Lepneveu

BORDEAUX:

« Le Roi Lire » - rue S^c-Catherine

BREST:

« Maison de la Presse » - 64, rue Jean-Jaurès

CLERMONT-FERRAND:

« Le Papyvère » - 3, rue de l'Ente

Librairie « Jean-Rome » - 1, rue des Gras

« Maison de la Presse » - place de Jaude

DIEPPE:

« Maison de la Presse » - 102, Grande-Rue

DUNKERQUE:

« Maison de la Presse » - 34, rue Poincaré

GRENOBLE:

« Le Sphinx » - 6, rue Brocherie

« L'encre sympathique » - 6, rue Saint-Laurent

LAVAL:

« Point presse » - Centre C^{ial} La-Mayenne

« Maison de la Presse » - place de La-Trémoille

LEHAVRE:

« Presse des Halles » - 27, place des Halles-Centrales

LILLE:

« Galerie » - 57, rue de Béthune

Café-restaurant « Le Rainbow » - 17, rue du M^{al}-de-Lattre-de-Tassigny

« Le Comte de Monte-Cristo » - Centre commercial V2, n° 84, Villeneuve-d'Ascq

LYON:

« La Gryphe » - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e)

« La Proue » - 15, rue Childebert (2^e)

MARSEILLE:

« Odeur du Temps » - 35, rue Pavillon (1^{er})

« Librairie des 2 Mondes » - 52, rue des Trois-Mages (6^e)

« Kiosque de la Presse » - 56, bd de Strasbourg (face aux Douanes)

MELUN:

« La Porte Ouverte » - 19, rue du G^{al}-de-Gaulle

MONTAUBAN:

« Maison de la Presse » - rue de la République

MONTPELLIER:

Librairie « Sauramps-Le Triangle » - Allée J.-Milhaud

NANTES:

« Vent d'Ouest » - 5, pl. du Bon-Pasteur

« Lanoë » - 2, rue de Verdun

« Librairie des Boulevards » - 20, bd des Anglais

NICE:

« Le Temps de Vivre » - 50, bd de la Madeleine

ORLEANS:

« Temps Modernes » - rue N-D-de-la-Délivrance

PARIS:

« L'Herbe Rouge » - 1 bis, rue d'Alésia (14^e)

« Parallèles » - 47, rue St-Honoré (1^{er})

« FNAC » - Forum des Halles (1^{er})

« La Boulangerie » - 67, rue de Bagnaux (Montrouge)

SAINT-ETIENNE:

« Librairie de Paris » - rue Michel-Rondet

« Utopia » - rue Pierre-Berard

SAINT-NAZAIRE:

« Le Temps de Vivre » - 71, rue Jean-Jaurès

TOULON:

« Hall de Presse » - bd M^{al}-

Leclerc

TOULOUSE:

« Toulouse Presse » - 60, rue Bayard

« FNAC » - 81, bd Carnot

« Les Arcades » - place du Capitole

TOURS:

« Librairie » - 104, rue Colbert.

DISTRIBUÉ

PARLESN.M.P.P.

Imprimerie G.-Tautin - 9, cité Beauharnais 75011

Directeur de la publication: D. Van Celst

Numéro de Commission paritaire: 54267.

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses commuesuit, sans nom de la publication:

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A -
VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR. Box 21106, 10031 Stockholm -
SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869,
London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 50863 Köln
Allemagne

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST

(Inde) (publication en langue Hindi)
Ecrire à l'adresse de World Revolution,
avec la mention: W.R./C.I.

BROCHURES

La décadence du capitalisme (15 F + 8F/18F pour frais d'envoi)

Les syndicats contre la classe ouvrière (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F + 8 F/18F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière (30 F + 8 F/18F)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I. (15 F + 8F/18F)

Organisation communiste et conscience de classe (15 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition (20 F + 8 F/18F)

Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88) (10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie (80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise (120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme (20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (nouvelle édition) (15 F + 8 F/18F)

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE

(12 numéros du journal): FRANCE: 100 F - ETRANGER: 100 F - PAR AVION: 120 F

ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la Revue internationale): FRANCE: 75 F - ETRANGER: 75 F - PAR AVION: 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue): FRANCE: 170 F - ETRANGER: 170 F - PAR AVION: 210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes:

-RI: abonnement à 3: 240 F, à 5: 400 F.

-Revue internationale: abonnement à 2: 145 F, à 3: 250 F.

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de: R.I.-CCP2023302X-PARIS

à adresser à la boîte postale de RI.

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI au CCP, veuillez expliquer les raisons du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure, soutien...)

LES ENSEIGNEMENTS DE LA REVOLUTION DE 1905 EN RUSSIE

Il y a 90 ans, le prolétariat engageait en Russie le premier mouvement révolutionnaire de ce siècle, la répétition générale de la révolution victorieuse de 1917 et la vague révolutionnaire mondiale qui l'a suivie jusqu'en 1923. Ce mouvement qui éclate spontanément en janvier 1905, au départ d'un événement tout à fait fortuit, secondaire - le renvoi de deux ouvriers de l'usine de Poutilov - va se transformer, au cours de l'année, en un gigantesque soulèvement général du prolétariat où les grèves économiques et politiques vont fusionner, se développer à travers des avancées et des reculs, se coordonner à tous les secteurs de la production, se généraliser dans tout l'empire russe et finir par culminer en décembre avec l'insurrection de Moscou. Mais ce qui fait la spécificité de 1905, ce n'est pas le caractère massif du mouvement, bien que la grève de masse ait été utilisée à cette occasion pour la première fois avec une telle ampleur. Cette arme redoutable, le prolétariat l'avait déjà utilisée dans les années

précédant 1905, notamment en Russie (1896) de même qu'en Belgique (1902). Ce qui fait de 1905 une expérience jusqu'alors inédite dans l'histoire, c'est essentiellement le surgissement spontané - dans la lutte et pour la lutte - des conseils ouvriers, organes regroupant l'ensemble de la classe avec des délégués élus, responsables devant celle-ci et révocables à tout moment. Le surgissement des premiers conseils ouvriers dès 1905 marque l'ouverture d'une période où la question qui va être posée historiquement pour la classe ouvrière est celle de la révolution prolétarienne. Près d'un siècle de décadence du système capitaliste n'a fait que confirmer la validité toujours présente de cet enseignement fondamental pour le mouvement ouvrier : les conseils ouvriers s'imposent comme instruments du renversement de l'Etat bourgeois et pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Ils sont, comme le disait Lénine, «la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat».

Lorsqu'a éclaté la révolution de 1905, une des questions essentielles qui s'est posée aux révolutionnaires, comme à l'ensemble de la classe, était celle-ci : quelle est la signification de cette brusque irruption du prolétariat russe sur la scène de l'histoire ? Cette révolution était-elle une réponse aux conditions spécifiques de la Russie tsariste dans un pays où le développement de la grande industrie n'avait pas encore complètement balayé les derniers vestiges de la féodalité ? Ou bien était-elle le produit d'une étape nouvelle dans le développement des contradictions du capitalisme, étape qui prévalait sur l'ensemble de la planète ?

La signification historique de la révolution de 1905

Face à cette question, Rosa Luxemburg est alors la première à percevoir la signification générale de ce mouvement lorsqu'elle affirme que la révolution de 1905 «arrive à un point historique qui a déjà passé le sommet, qui est de l'autre côté du point culminant de la société capitaliste» («Grève de masse, parti et syndicats») Ainsi, dès 1906, Rosa Luxemburg comprend que le soulèvement prolétarien de 1905 avait signé la fin de l'apogée du capitalisme comme système mondial, et que s'ouvrait désormais une ère où le prolétariat devait assumer dans la pratique son être historique en tant que classe révolutionnaire. En entrant dans sa phase de décadence, le capitalisme devait révéler ainsi les premiers symptômes d'une crise chronique et sans issue : son incapacité à améliorer de façon durable les conditions d'existence du prolétariat, son enfoncement inexorable dans la barbarie avec, notamment, le développement de guerres impérialistes.

Ce n'est donc pas en réponse aux «spécificités», à l'arriération de la Russie tsariste qu'éclate la révolution de

1905, mais bien en réponse aux convulsions de la fin de la période ascendante du capitalisme qui, dans ce pays, prend en particulier la forme de la guerre russo-japonaise et de ses terribles conséquences pour le prolétariat.

Cependant, bien que R. Luxemburg ait été la première à saisir la signification historique de 1905 comme «forme universelle de la lutte de classe prolétarienne résultant de l'étape actuelle du développement capitaliste et de ses rapports de production» (Ibid.), sa compréhension de la période reste encore incomplète puisque, à l'instar des fractions de gauche de la IIe Internationale, elle ne comprend pas clairement la nature de cette révolution. En effet, elle voit dans les événements de 1905 en Russie une révolution «démocratique bourgeoise» dont le prolétariat est le principal protagoniste, ne saisissant pas toutes les implications dictées par la fin de l'apogée du capitalisme : l'impossibilité pour le prolétariat de réaliser des tâches bourgeoises, dans la mesure où ce qui est à l'ordre du jour ce n'est plus la révolution bourgeoise mais la révolution prolétarienne.

Cette confusion dans l'ensemble du mouvement ouvrier du début du siècle trouve ses racines essentiellement dans le fait que 1905 surgit à un tournant, à une période charnière où, en vivant ses dernières années de prospérité, l'économie capitaliste manifestait déjà des signes d'essoufflement sans que, pour autant, ses contradictions insurmontables n'aient encore éclaté au grand jour dans les centres vitaux du capitalisme mondial. Et ce n'est que dans les années précédant la première guerre mondiale, lorsque, avec le développement à outrance du militarisme, la bourgeoisie des principales puissances européennes va accélérer ses préparatifs guerriers, que les gauches de la IIe Internationale comprendront réellement le changement de période posant l'alter-

native : révolution prolétarienne ou enfoncement de l'humanité dans la barbarie.

Néanmoins, bien que les révolutionnaires n'aient saisi immédiatement ni le changement de période, ni la nature de 1905, ce qui les distingue des tendances réformistes et opportunistes (tels que les Menchéviks, par exemple) au sein du mouvement ouvrier de l'époque, c'est essentiellement leur compréhension du rôle du prolétariat, de son action autonome en tant que classe historique et non comme force d'appoint au service des intérêts bourgeois. Et parmi ceux-là, il revient aux Bolchéviks d'avoir su appréhender dès 1905 (R. Luxemburg ne le verra qu'en 1918) le rôle spécifique des soviets comme instruments du pouvoir révolutionnaire. Ce n'est donc nullement par hasard que ces mêmes Bolchéviks seront en 1917 à l'avant-garde de la révolution, non seulement en Russie, mais à l'échelle mondiale.

Nature et rôle des soviets

Ce qui distingue le mouvement de 1905 de celui des années précédentes où les explosions ouvrières massives en Russie avaient constitué les prémisses de 1905, c'est la capacité du prolétariat à s'organiser en classe autonome avec le surgissement spontané dans la lutte et pour la lutte des premiers conseils ouvriers, résultant directement d'une période révolutionnaire.

En effet, la forme d'organisation dont se dote le prolétariat pour assumer sa lutte dans une telle période ne se construit pas à l'avance, suivant le schéma de l'organisation que se donnait la classe au siècle dernier : le syndicat.

Dans la phase ascendante du capitalisme, l'organisation préalable de la classe en syndicats était une condition indispensable pour mener des luttes de

résistance économique qui se développaient sur une longue période.

Avec l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence, l'impossibilité pour la classe ouvrière d'obtenir des améliorations durables de ses conditions d'existence a fait de l'organisation permanente en syndicats un moyen de lutte désormais caduc et que le capitalisme va progressivement intégrer à l'Etat dans les premières années du siècle. De ce fait, la lutte du prolétariat posant historiquement la question de la destruction du capitalisme va tendre à dépasser le cadre strictement économique pour se transformer en lutte sociale, politique, s'affrontant de plus en plus directement à l'Etat. Cette forme de lutte spécifique de la décadence capitaliste ne peut se planifier à l'avance. Dans la période où la révolution prolétarienne est historiquement à l'ordre du jour, les luttes explosent spontanément et tendent à se généraliser à tous les secteurs de la production. Ainsi, le caractère spontané du surgissement des conseils ouvriers résulte directement du caractère explosif et non programmé de la lutte révolutionnaire.

De même, conformément aux objectifs de la lutte prolétarienne au siècle dernier, le syndicat ne pouvait que regrouper les ouvriers à une échelle locale et par branches d'industrie ayant - outre des revendications générales, par exemple la journée de 8 heures - des revendications spécifiques. Par contre, lorsque la lutte du prolétariat pose la question du bouleversement de l'ordre capitaliste exigeant la participation massive de l'ensemble de la classe, lorsqu'elle tend à se développer non plus sur un plan vertical (métiers, branches d'industrie) mais sur un plan horizontal (géographique) en unifiant tous ses aspects - économiques et politiques, localisés et généralisés -, la forme d'organisation qu'elle engendre ne peut avoir pour fonction que d'unifier le prolé-

ariat par delà les secteurs professionnels.

C'est ce qu'a illustré de façon grandiose l'expérience de 1905 en Russie lorsqu'en octobre, à l'issue de l'extension de la grève des typographes aux chemins de fer et aux télégraphes, les ouvriers, réunis en assemblée générale, prennent, à Pétersbourg, l'initiative de fonder le premier soviét qui va regrouper les représentants de toutes les usines et constituer ainsi le centre névralgique de la lutte et de la révolution.

C'est ce qu'exprime Trotsky (président du soviét de Pétersbourg) lorsqu'il écrit : «Qu'est-ce que le soviét ? Le conseil des députés ouvriers fut formé pour répondre à un besoin pratique suscité par les conjonctures d'alors : il fallait avoir une organisation jouissant d'une autorité indiscutable, libre de toute tradition, qui grouperait du premier coup les multitudes disséminées et dépourvues de liaison ; cette organisation (...) devait être capable d'initiative et se contrôler elle-même d'une manière automatique : l'essentiel, enfin, c'était de pouvoir la faire surgir dans les vingt-quatre heures (...) pour avoir de l'autorité sur les masses, le lendemain même de sa formation, elle devait être instituée sur la base d'une très large représentation. Quel principe devait-on adopter ? La réponse venait toute seule. Comme le seul lien qui existât entre les masses prolétaires, dépourvues d'organisation, était le processus de la production, il ne restait qu'à attribuer le droit de représentation aux entreprises et aux usines.» (Trotsky, «1905»)

C'est cette même différence dans le contenu et la forme de la lutte entre la période ascendante et la période de décadence qui détermine la distinction entre le mode de fonctionnement des conseils ouvriers et celui des syndicats. La structure permanente de l'organisa-

(SUITE PAGE 6)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entremassacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploitateurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière » ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne